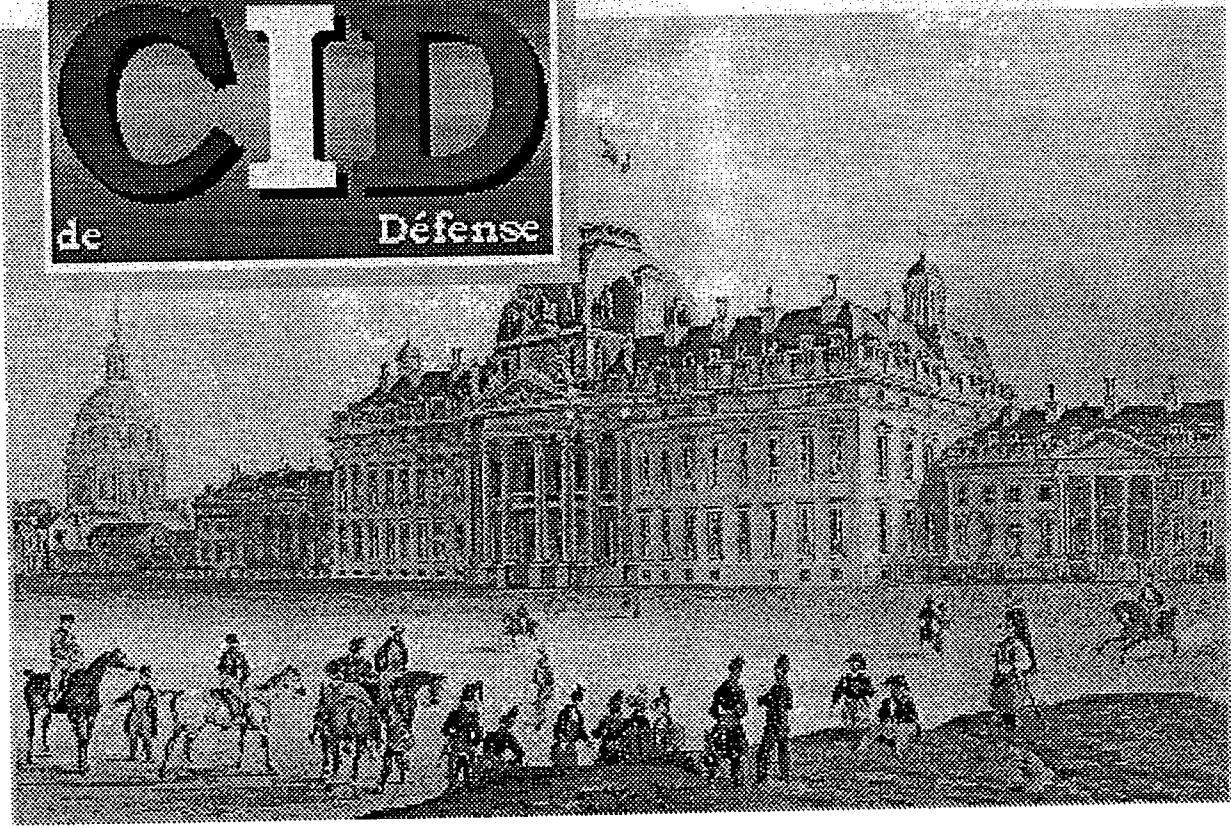
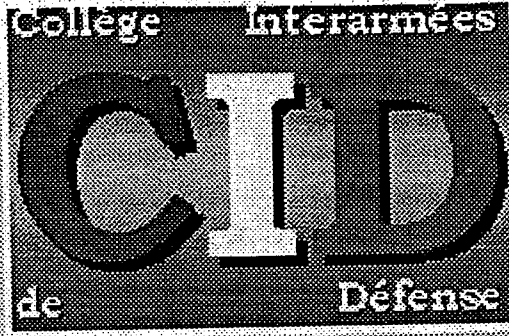


1999-13



**ETUDE PARTICULIERE A OPTION**

**LA FINLANDE, L'ESTONIE ET LA LITUANIE**  
**VOYAGE DE LA DIVISION C DU 12 AU 22 JUIN**

C01

- LCL MAURICE
- CF DELUZARCHES
- LCL LION
- CC HAVA
- CDT SASSARD

16 AVRIL 1999

## SOMMAIRE

### PARTIE 1 LA FINLANDE

#### 1.1 GEOGRAPHIE

- 1.1.1 Généralités
- 1.1.2 Helsinki
- 1.1.3 Les îles d'Helsinki
- 1.1.4 La Laponie

#### 1.2 HISTOIRE

- 1.2.1 Entre Suédois et Russes
  - 1.2.1.1 La Finlande Suédoise
  - 1.2.1.2 La Finlande Russe
- 1.2.2 L'indépendance
  - 1.2.2.1 Les Guerres avec l'URSS
  - 1.2.2.2 La Finlande depuis 1945

#### 1.3 ECONOMIE

- 1.3.1 L'agriculture
- 1.3.2 Le bois
- 1.3.3 L'industrie
- 1.3.4 Le commerce
- 1.3.5 Le poids des régions dans l'économie
  - 1.3.5.1 La Finlande du Sud
  - 1.3.5.2 La Finlande moyenne
  - 1.3.5.3 La Finlande septentrionale
- 1.3.6 L'économie à l'heure européenne

#### 1.4 POLITIQUE

- 1.4.1 Le Président de la république
- 1.4.2 Le Premier ministre et le gouvernement
- 1.4.3 Le Parlement finlandais: l'Eduskunta
- 1.4.4 Les Partis politiques

#### 1.5 RELATIONS EXTERIEURES

- 1.5.1 La vraie finlandisation: fausse neutralité ou la neutralité active
- 1.5.2 Un nouvel environnement
- 1.5.3 La politique de sécurité finlandaise

#### 1.6. LES FORCES DE DEFENSE

- 1.6.1 La Politique de défense
- 1.6.2 L'organisation de la défense
- 1.6.3 Les missions des Forces
- 1.6.4 Composition des Forces de défense
  - 1.6.4.1 Organisation
  - 1.6.4.2 L'armée de Terre
  - 1.6.4.3 La Marine
  - 1.6.4.4 L'Armée de l'air

## **PARTIE 2 L'ESTONIE**

### **2.1 GEOGRAPHIE**

- 2.1.1 Généralités**
- 2.1.2 Tallinn**

### **2.2 HISTOIRE**

- 2.2.1 Le régime féodal des Porte-Glaive**
- 2.2.2 L'Estonie suédoise**
- 2.2.3 L'Estonie russe**
- 2.2.4 L'accession à l'indépendance**
- 2.2.5 L'Estonie soviétique**
- 2.2.6 L'Estonie retrouvée**

### **2.3 ECONOMIE**

- 2.3.1 De l'indépendance à l'Europe**
- 2.3.2 La vie économique**
- 2.3.3 Les secteurs économiques**
  - 2.3.3.1 L'agriculture**
  - 2.3.3.2 Industries et service**
  - 2.3.3.3 Le commerce**

### **2.4 POLITIQUE**

- 2.4.1 Le Président de la république**
- 2.4.2 Le Premier ministre et le gouvernement**
- 2.4.3 Le Parlement**
- 2.4.4 Les Partis politiques**
- 2.4.5 Le système administratif**

### **2.5 RELATIONS EXTERIEURES**

- 2.5.1 Les minorités russes**
- 2.5.2 La question des frontières**
- 2.5.3 La position russe sur la sécurité régionale**
- 2.5.4 Le recours de l'adhésion à l'OTAN**
- 2.5.5 L'union européenne**
- 2.5.6 Une nouvelle ligne hanséatique**

### **2.6 LES FORCES DE DEFENSE (ESTONIE et LETTONIE)**

- 2.6.1 La Politique de défense**
- 2.6.2 L'organisation de la défense**
- 2.6.3 Composition des forces de défense**
  - 2.6.3.1 Les forces armées**
  - 2.6.3.2 Les gardes frontières**
- 2.6.4 La coopération inter-balte**

## **PARTIE 3 LA LETTONIE**

### **3.1 GEOGRAPHIE**

- 3.1.1 Généralités**
- 3.1.2 Riga**
- 3.1.3 La Courlande**

### **3.2 HISTOIRE**

- 3.2.1 La domination allemande**
- 3.2.2 Les deux Livonies de la Courlande**
- 3.2.3 Du baltikum à l'indépendance**
- 3.2.4 La Lettonie soviétique**
- 3.2.5 L'indépendance**

### **3.3 ECONOMIE**

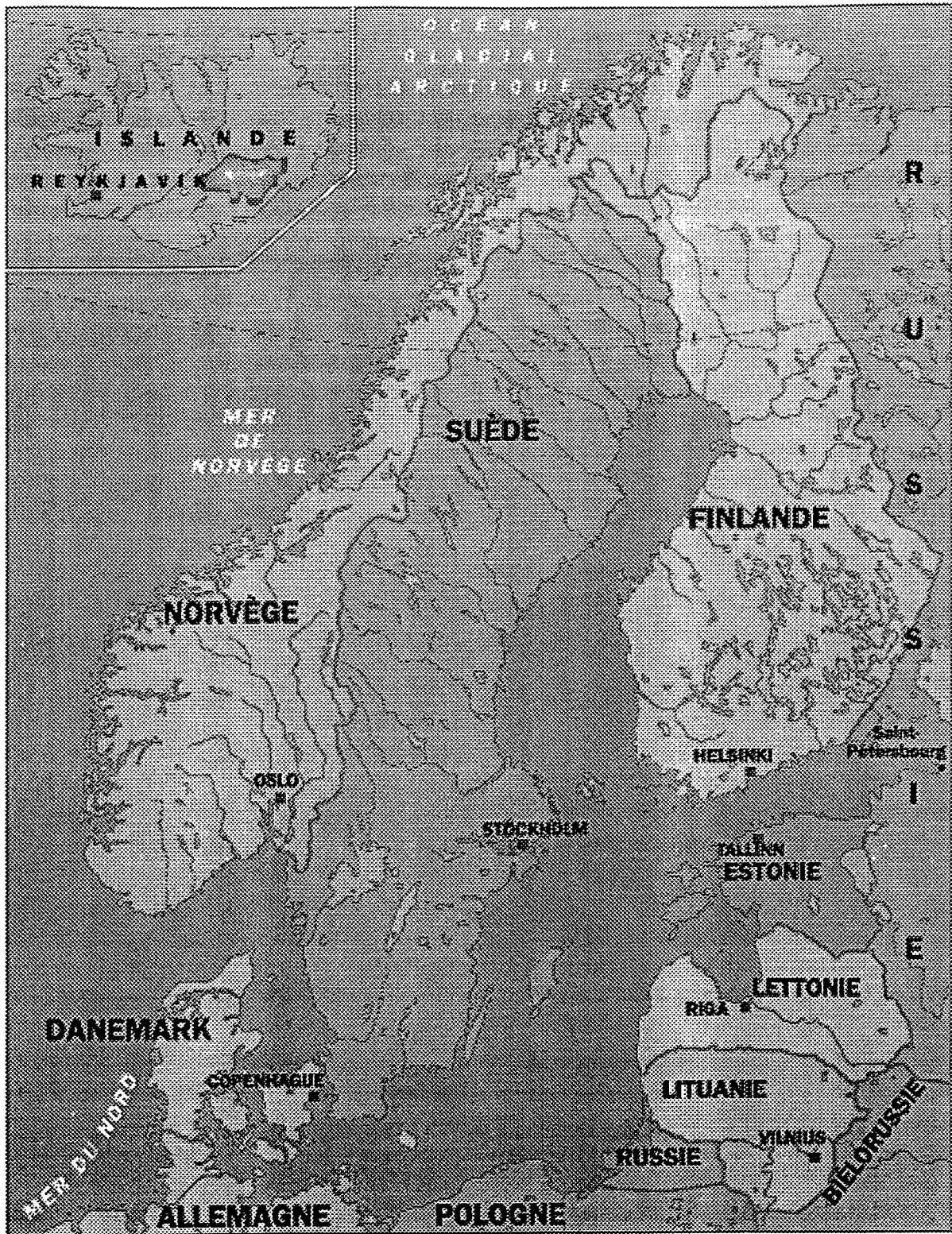
- 3.3.1 La vie économique**
- 3.3.2 Les secteurs économiques**
- 3.3.3 L'agriculture**
- 3.3.4 Industries et services**

### **3.4 POLITIQUE**

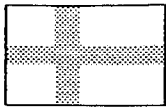
- 3.4.1 Le Président de la république**
- 3.4.2 Le Premier ministre et le gouvernement**
- 3.4.3 Le Parlement**
- 3.4.4 Les partis politiques**

### **3.5 RELATIONS EXTERIEURES (traité en partie2)**

### **3.6 LES FORCES DE DEFENSE (traité en partie2)**

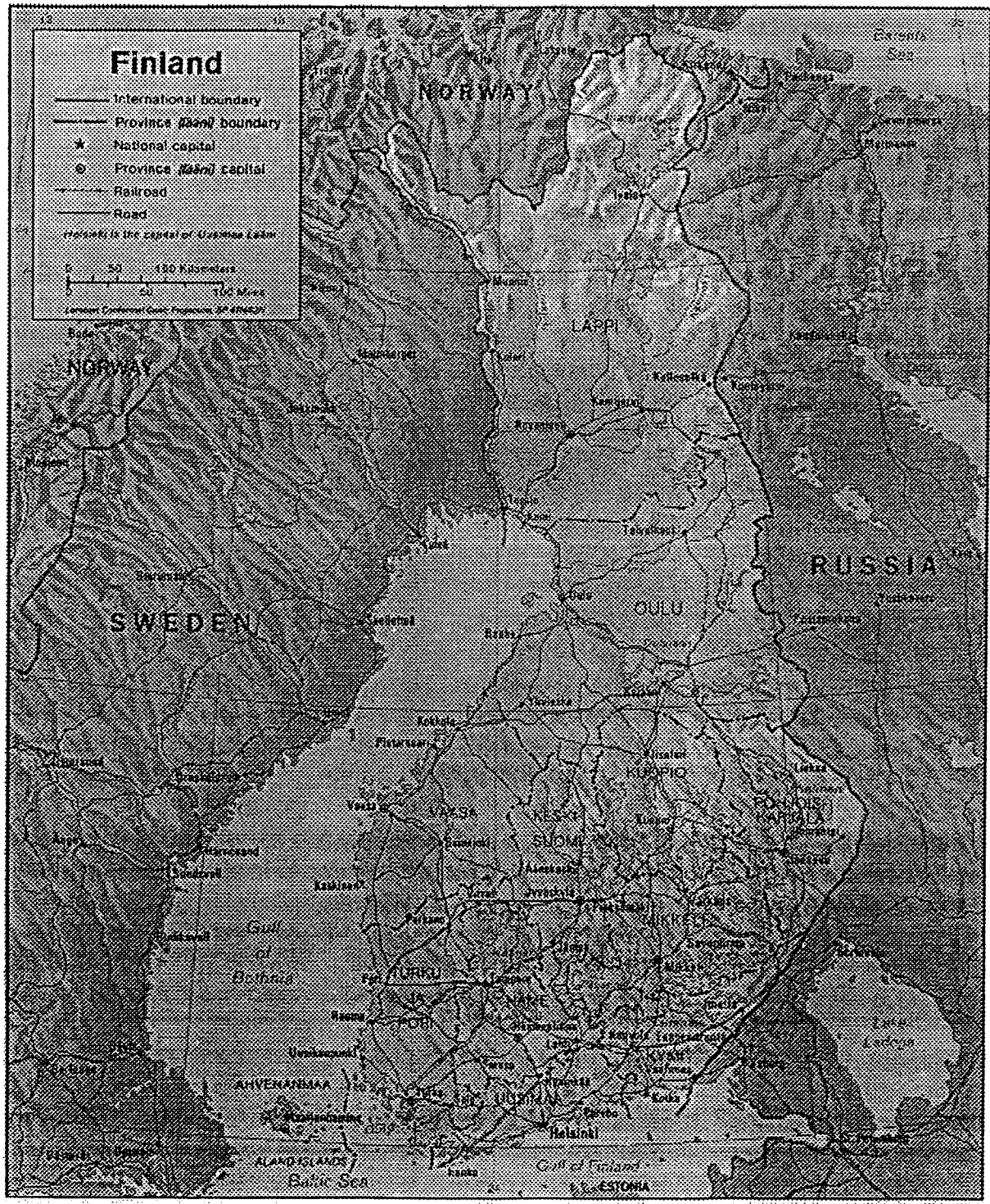


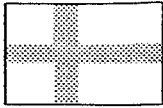
LA FINLANDE, L'ESTONIE ET LA LETTONIE



FINLANDE

### PARTIE1: LA FINLANDE





FINLANDE

*Fiche technique :*

*Nom officiel :* République de Finlande ; *Suomi* en finnois, *Finland* en suédois.

*Superficie :* 338 145 km<sup>2</sup> soit les 3/5 de la France (dont 33 522 km<sup>2</sup> d'eau, soit 10% du territoire et comptant près de 187 888 lacs de plus de 500 m<sup>2</sup>).

*Longueur maximale :* 1160 km ; *largeur :* 540 km, dont 1/3 situé au-delà du cercle polaire.

*Frontières :* 2 521 km (avec Suède : 536, Norvège : 716, Russie : 1269).

*Côtes :* 1100 km bordées par plus de 80 000 îles de plus de 100 m<sup>2</sup>.

*Altitude maximale :* Haltiatunturi : 1328 m.

*Population :* 5,137 269 M (1997), dont 90% finnois ; 9% suédois ; 1726 lapons.

*Villes :* Helsinki la capitale (539 363 hab, aggl 1 086 646) ; Espoo (200 834) ; Vantaa (166 480) ; Tampere (188 726) ; Turku (168 773) ; Oulu (113 567) ; Lahti (95 854) ; Kuopio (85 862) ; Pori (76 566) ; Jyväskylä (76 194) ; Lappeenranta (57 196) ; Vaasa (56 277) ; Kotka (55 769) ; Joensuu (50 980) ; Hämeenlinna (45 380).

*Densité :* 15 habitants/km<sup>2</sup>.

*Langues :* finnois (langue officielle) ; suédois (langue officielle, celui-ci est parlé essentiellement dans les îles d'Åland et dans le sud-ouest du pays).

*Religions :* luthériens, orthodoxes.

*Régime politique :* démocratie parlementaire, indépendance acquise le 6 décembre 1917.

*Unité monétaire :* 1 markka (FIM) = 100 pennis. Les billets existent en 20, 50, 100, 500 et 1000 marks et les pièces en 10 et 50 pennis et 1, 5 et 10 marks.

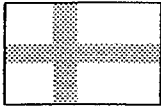
## 1.1 GEOGRAPHIE

### 1.1.1 Généralités

Située entre les 60<sup>ème</sup> et 70<sup>ème</sup> degrés de latitude nord, la Finlande est le pays le plus septentrional d'Europe après l'Islande et la Norvège : le tiers de sa superficie se déploie par-delà le cercle polaire arctique. La glaciation quaternaire y a modelé un paysage particulier, rabotant les sommets des montagnes, dont la plus haute ne dépasse pas 1330m. Elle a oublié de vastes ombilics désormais occupés par des lacs aux formes aussi diverses que curieuses, découpés, tortueux, creusés de golfes et de baies, pénétrés de langues morainiques et constellés de petites îles.

Dans ce «pays aux mille lacs» (187 888 en réalité, soit 37 mètres de littoral par habitant!), l'eau est omniprésente et occupe 10% du territoire. Au coeur du pays, le lac Saimaa couvre ainsi 1750 km<sup>2</sup>, soit trois fois la superficie du lac Léman, et, s'étend avec ses annexes, sur 4400 km<sup>2</sup>, formant une merveilleuse mer intérieure. Depuis des temps immémoriaux, les Finlandais ont exploité le vaste réseau hydrographique de leur pays. Et aujourd'hui, de nombreux itinéraires lacustres s'offrent au voyageur, qui peut embarquer sur un vieux vapeur pour se balader au fil de l'eau.

Seules les régions du golfe de Botnie et du golfe de Finlande, à l'ouest et au sud, ne sont pas trouées par le bleu obsédant des flots. En revanche, elles essaient au large en de magnifiques archipels. La mer y a suscité nombre de vocations, donnant naissance à de petits villages de pêcheurs, ou à des cités portuaires aux maisons coquettes et romantiques qui n'ont rien perdu de leur cachet, qu'elles s'appellent Rauma ou Kristinestad.



FINLANDE

Inutile cependant d'avoir le pied marin pour découvrir la nature finlandaise, faite pour 71% de forêts. Celles-ci sont entaillées d'interminables lignes droites qui s'enfoncent dans des provinces aux noms comme la Carélie, à l'est, près de la frontière russe. A mesure que l'on pousse vers le septentrion, se déploie la nature sauvage et indomptée du Kainuu (province du nord-est). La forêt de conifères imprime sa griffe sombre sur la toundra lapone, et, bientôt, le disque pâle du soleil de minuit nimbe les solitudes boréales de sa lumière étrange.

C'est le pays des éleveurs de rennes : les Samis. On y pratique toutes sortes d'activités, pourvu que l'on soit dûment protégé des moustiques qui, en été, sont légions, du ski à la randonnée en passant par les excursions en canoë, en traîneau à rennes, ou à chiens, et les balades en skidoo. A moins que l'on préfère s'isoler, comme tout bon finlandais, dans une cabane de bois nichée au bord d'un lac, pour vivre de pêche... et de sauna.

Que les paroles de l'hymne national soient une glorification de la nature n'a rien d'étonnant puisque, depuis toujours, les Finlandais ont cherché leur identité dans leur environnement. Et c'est bien cet attachement profond à leur milieu qui s'affiche dès que se hisse le drapeau national, dont le symbole trouve sa clé dans les vers du poète Topélius : *« le bleu de nos lacs et la neige de nos hivers, voilà les couleurs de la Finlande »*.

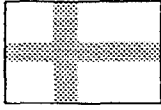
Pour le visiteur étranger, la Finlande est conforme à l'image d'Epinal, idyllique, d'un pays aux mille lacs et à la nature suprêmement intacte. Les offices de tourisme se plaisent à vanter les splendeurs naturelles, la lumière de l'été, les eaux bleues et les villes verdoyantes où l'habitat humain apparaît à sa juste place, serti de végétation, minuscule enclave de constructions perdues dans le cinquième pays d'Europe par sa superficie. Les 5 millions d'habitants ne sont qu'un point sur la carte, les arbres leur étant largement supérieurs en nombre, dans une proportion de un pour plusieurs milliers...

La nature est présente même au coeur des villes, où de nombreux espaces verts alternent avec les plus beaux fleurons de l'architecture moderne. Car la Finlande, cette petite nation, a fourni un nombre impressionnant d'architectes, de peintres, de sculpteurs et de « designers » célèbres qui tous ont jeté leur dévolu sur leur terre natale. Meurtrie par d'innombrables guerres, la Finlande a perdu bon nombre de ses souvenirs, mais dans les vieilles villes, telles que Turku (Abo) ou Porvoo (Borga), subsistent encore de vieux monuments que l'on entretient amoureusement.

Les Finlandais, en effet attachent une importance toute particulière à leur patrimoine culturel et fêtent avec une ardeur inégalée, les grands événements qui rythment l'année, notamment ceux de l'été, qui, sous ces latitudes, a mérité vraiment son nom de belle saison.

### 1.1.2 HELSINKI

Helsinki fût fondée ex nihilo en 1550 par le roi suédois Gustave Vasa, afin de rivaliser avec Reval (l'ancienne Tallin), qui prospérait sur la rive opposée. Une première petite ville fût bâtie à l'embouchure de la rivière Vantaa, au point le plus reculé de la baie d'Helsinki, soit au nord-est de son site actuel. Pour la peupler, le roi enjoignit les habitants de Borga (Porvoo), d'Uvila et de Rauma de quitter leur foyer. Mais ces derniers ne montrèrent aucun empressement à occuper le nouveau port, qui se révéla très vite non seulement impopulaire mais aussi très peu rentable: les eaux de la baie étaient peu profondes et, impropres à la navigation. Cependant, loin de répondre aux espoirs que son fondateur avait placés en elle, Helsinki (alors désignée sous son nom suédois, Helsingfors) ne fut longtemps qu'un modeste petit village qui languit pendant près d'un siècle. Un gouverneur éclairé Per Brahe, conseilla de déplacer la ville plus au sud, sur le front de mer. Ainsi, en 1640, le site de Kruunuhaka fut



FINLANDE

désigné comme l'endroit idéal pour y transférer le port. C'est sur ce site qu' Helsinki finit par sortir de sa chrysalide.

Aujourd'hui, la capitale est une ville tranquille, dont la population s'est largement stabilisée, représentant intra-muros près de 484 000 habitants, la conurbation de Helsinki, formée de dix communes satellites comptant 900 000 habitants, soit près de 20% de la population finlandaise. De prime abord, le visiteur échoué dans la capitale ne peut qu'être dérouté par l'étrange atmosphère des lieux, surtout s'il y débarque à la belle saison, époque à laquelle on dit que «*la ville est fermée*», les citadins ayant alors trouvé refuge dans leur maison d'été.

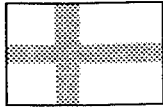
N'obéissant pas aux règles des capitales européennes, ni pittoresque, ni majestueuse, Helsinki est une jeune métropole, à la recherche de son identité. Il y a à peine plus d'un siècle, ses rues servaient encore au passage du bétail que l'on menait en pâture dans les prés municipaux. La ville avait un air de campagne avec ses rues de terre et ses clôtures de bois. Or voilà qu'aujourd'hui elle s'obstine à prendre l'allure d'une grande ville moderne. Jalonnée d'affiches publicitaires aux accents américains elle a également cédé aux tours de verre et de béton. seule une poignée de monuments anciens dément l'impression que l'on a de déambuler dans une ville amnésique.

Car la ville a perdu ses souvenirs. ce que l'on y trouve de plus ancien ne remonte pas au-delà du début du XIXème siècle, les guerres et les incendies s'étant occupés de faire table rase d'une citée jadis florissante. De fait, Helsinki semble un peu austère. Mais pour qui sait les dénicher, les témoins du passé ne font pas complètement défaut et restent perceptibles dans un deuil caché, ou encore dans une atmosphère indéfinissable. Car Helsinki a une âme, qui puise ses racines dans les nombreux «*heurs et malheurs*» qui ont marqué l'histoire du pays.

Cette âme particulière est aussi le fruit de l'omniprésence de l'eau qui baigne la ville dans la calme de son clapotis. La mer a en effet investi la cité, suivant ses contours avec entêtement, avançant ses langues salées jusqu'au bord des boulevards et au coeur des quartiers résidentiels, dessinant ici ou là des ports naturels et d'agréables baies, formant une véritable mosaïque de terre (18 000 ha) et d'eau (26 000 ha). En été, ses flots scintillent de mille éclats sous un soleil qui ne se couche jamais. En février, les doigts de la péninsule sont cimentés dans la mer glacée que sillonnent allègrement les promeneurs du dimanche. Helsinki mérite bien son surnom de «*Fille de la Baltique*», car c'est à la Baltique qu'elle doit son existence, sa fortune et son atmosphère.

### 1.1.3 LES ILES D'HELSINKI

Helsinki s'égrène en un essaim d'îles parfois si bien reliées à la ville par des ponts et des lignes de métro qu'elles se distinguent à peine du continent. Certaines, plus isolées sont réservées aux maisons de vacances que l'on peut atteindre par bateau en été ou en sillonnant la mer de glace en hiver.



FINLANDE

#### 1.1.4 LA LAPONIE

«*L'autre Finlande*», c'est le nom que l'on donne à la Laponie où vibre, sous la magie du soleil de minuit le secret des épaisses forêts et des solitudes infinies. Rien d'étonnant à ce surnom : la province s'élançait principalement par delà le cercle polaire, fascinante limite derrière laquelle se cache un autre monde où les Samis voient encore dans la féerie nébuleuse des aurores boréales les «*lumières de l'esprit renard*».

C'est que la nature exerce ici, dans tout ce qu'elle a de sauvage et de dénudé, une force ensorceleuse. D'ailleurs, qui se laisse une fois envoûté par cette grandiose beauté du bout du monde devient «*lappinhullut : fou de Laponie*». Le froid, le «*vieux géant du nord*» disait Topélius, y a façonné un décor de marais sans fin et de montagnes rocailleuses entre lesquels serpentent les méandres cristallins de mille et un cours d'eau.

A mesure que l'on monte au nord, les forêts s'éclaircissent et les habitations se raréfient pour céder à l'immensité de la toundra où trônent les dômes ondulés des montagnes pelées, ou «*tunturi*». Recouvertes il y a 12 000 ans par l'islandsis (glacier), rabotées par la fonte des glaces, les tunturi ont été abandonnées par les conifères. Derrière la ligne de faite des forêts, pétris par les brumes glacées le genévrier et le bouleau se font nains. Puis, s'étend une mosaïque de mousses et de lichens, qui livre parfois à la grâce d'une frêle saxifrage<sup>1</sup>, dont les mauves pétales surgissent ici comme par miracle. Car la Laponie est une terre hostile, qui n'a jamais permis qu'une agriculture de subsistance. Pratiquement inhabitée par l'homme, elle est l'ultime asile des grands prédateurs en voie de disparition et tandis que le glouton rôde dans les sombres parages des forêts, le faucon pèlerin décrit dans l'air pur son vol plané et menaçant.

### 1.2. HISTOIRE

A l'évidence, la Finlande est un pays scandinave. Mais les <sup>2</sup>Finnois doivent être considérés comme un peuple d'Europe Centrale pour trois raisons principales:

- la Finlande appartient à la génération des Etats devenus indépendants à l'issue de la Première Guerre mondiale: elle avait été auparavant suédoise puis russe;
- les relations avec l'Union soviétique, marquée par deux guerres successives (1939-1940 et 1941-1944), ont dominé son histoire au XXème siècle, bien qu'elle n'ait jamais appartenu au « bloc » soviétique;
- la langue finnoise se distingue totalement des autres langues scandinaves: elle relève de la famille finno-ougrienne comme l'estonien, et plus lointainement, le hongrois.

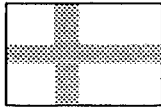
#### 1.2.1 Entre Suédois et Russes

L'histoire de la Finlande commence au XIIème siècle. De la période antérieure, on ne devine que des bribes: des populations finnoises, venues de l'est ou peut-être d'Estonie, ont migré dans le pays au cours du premier millénaire; des Suédois se sont installés dans les îles Aland puis, au XIème sans doute, sur le rive orientale du golfe de Botnie.

<sup>1</sup> plante herbacée qui pousse dans les fissures et les murs

<sup>2</sup> « Finnois » s'applique soit aux seuls Finlandais de langue finnoise, soit -sous la plume de nombreux linguistes- à un ensemble plus large de peuples très voisins qui inclut les Estoniens, les Caréliens et diverses autres « nationalités » soviétiques, disséminées en Russie septentrionale et orientale.

« Finlandais » désigne les citoyens de la république de Finlande, y compris ceux de langue suédoise.



FINLANDE

### 1.2.1.1 La Finlande Suédoise

Peu après 1150, le roi (catholique) de Suède entreprend une « croisade » dans le sud-ouest de la Finlande: des missionnaires le suivent, la ville d'Abo voit le jour. A la même époque, les Russes orthodoxes de Novgorod, maître du commerce des fourrures, pénètrent en Carélie, y procèdent à des conversions et fondent un évêché à Olonets. Les premiers heurts entre Suédois et Russes surviennent au début du XIII<sup>ème</sup> siècle. Ils se soldent en 1240 par la victoire, sur la Neva, du prince russe Alexandre, ensuite dit « Nevski ». Poussés par le Pape que la progression des orthodoxes inquiète, les Suédois décident alors de parachever la conquête de la Finlande: Abo, siège d'un évêché dépendant de l'archevêque d'Uppsala, en devient la capitale; Vyborg est fondée en 1293. La guerre ne tarde pas toutefois à reprendre avec les Russes. Son enjeu majeur -l'isthme de Carélie- finit par faire l'objet d'un partage au traité de Nöteborg (1323): les Suédois conservent Vyborg et ses environs; les Russes les deux rives de la Neva et les bords du lac Ladoga. Cette frontière subsistera jusqu'à la fin du XVI<sup>ème</sup> siècle.

La conquête de Finlande par la Suède, à la différence du système que l'Ordre Teutonique met en place à la même époque en Estonie et en Livonie, ne se traduit pas par un asservissement des populations autochtones: une noblesse finnoise se constitue, des Finnois sont évêques d'Abo. Dès 1347, le droit suédois s'applique en Finlande; quelques années plus tard, la Finlande devient un duché, partie intégrante du royaume de Suède. Elle sera érigée en grand-duché en 1581. C'est un finnois, chanoine à Abo, Pietari Särkilahti, qui en 1527, introduit la Réforme luthérienne en Finlande. La traduction du Nouveau Testament par l'évêque Michel Agricola marque en 1548 l'avènement de la langue finnoise écrite. Mais le Suédois demeure la langue officielle et celle de la société cultivée. L'usage du finnois ne sera acceptée par l'administration qu'en 1739.

A partir du milieu du XVI<sup>ème</sup> siècle, les assauts répétés du Tsar Ivan le Terrible en Livonie conduisent les Suédois à réagir et à s'emparer de l'Estonie puis de l'Ingrie (entre l'Estonie et le lac Ladoga). En 1617, le traité de Stolbova confirme ces annexions et y ajoute une partie de la Carélie (à l'ouest et au nord du lac Ladoga). La puissance suédoise atteint alors son apogée et la Finlande connaît une -relative- prospérité: des villes sont créées, des routes, un service des postes; une université est fondée à Abo (Turku).

Avec la guerre du Nord (1700-1721), cette période heureuse prend fin. L'affrontement du Tsar Pierre le Grand et du roi de Suède Charles XII tourne à la catastrophe. Après la défaite de ce dernier à Poltava en 1709, les troupes russes envahissent la Finlande en 1710 et dévastent le pays plusieurs années durant: dans la mémoire collective des Finlandais, cela s'appelle « la Grande Rage ». Au traité de Nystad (1721), la Russie, outre l'Estonie, la Livonie et l'Ingrie, obtient tout l'isthme de Carélie: à peu de chose près, la frontière est la même qu'aujourd'hui. En 1743, le traité d'Abo lui attribue encore une petite portion de Finlande. En 1808 enfin, le Tsar Alexandre 1<sup>er</sup>, à qui la paix conclue avec Napoléon à Tilsit a donné les mains libres, envahit la Finlande: le traité de Fredrikshamm reconnaît l'annexion l'année suivante.



FINLANDE

### 1.2.1.2 La Finlande Russe

Alexandre Ier reconstitue un Grand Duché de Finlande -dont il est lui-même Grand Duc- avec les acquisitions de 1809 et de 1743 et une partie de celles de 1721: les limites de la Finlande se rapprochent de celles de Saint Petersburg.

Jusque vers la fin du XIX ème siècle, le grand-duché bénéficie d'une réelle autonomie: il a sa propre diète, son armée, sa monnaie, ses timbre-poste...Le suédois reste la langue officielle mais le transfert de la capitale d'Abo à Helsingfors (Helsinki) en 1812 marque une rupture avec la tradition. Les Finnois, au demeurant ne regrettent guère la fin de la tutelle suédoise. Leur langue connaît un bel essor littéraire, en particulier avec la parution, à partir de 1835, du *Kalevala* d'Elias Lönnrot, vaste poème épique inspiré des chants populaires. Les autorités russes, de leur côté, encouragent l'usage du finnois pour contrecarrer l'influence culturelle suédoise: réforme de l'enseignement à son profit, reconnaissance du finnois comme seconde langue officielle.

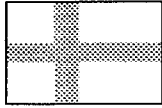
L'éveil de la conscience nationale ne peut toutefois, à la longue, qu'entrer en conflit avec le caractère autocratique du régime tsariste. Or celui-ci se durcit au fin des années. A l'instigation du gouverneur Brobikov (qui sera assassiné en 1904), le « manifeste » du tsar du 15 février 1899 supprime l'armée finlandaise et impose le russe comme langue de l'administration. Des assouplissements interviennent après la révolution russe de 1905: une nouvelle Constitution institue un Parlement élu par tous les citoyens, femmes comprises. Mais le succès des socialistes aux élections de 1907 a pour conséquence un redoublement de la répression et de la russification.

### 1.2.2 L'indépendance

Lorsqu'éclate la Révolution d'Octobre, les Finlandais se séparent en deux camps: les socialistes, partisans des Bolcheviks, et la majorité parlementaire conservatrice, favorable à l'indépendance, qu'elle s'empresse de proclamer le 6 décembre 1917. En janvier 1918, la « garde rouge » socialiste déclenche une révolution à Helsinki et le gouvernement finlandais, réfugié à Vaasa, charge le général Mannerheim de former et diriger une « garde civique » et d'obtenir l'aide de l'Allemagne. Quand une armée allemande, commandée par Von der Goltz, débarque au début avril, Mannerheim est déjà maître de la situation: Helsinki et Vyborg sont reprises avant la fin du mois. Mais aux menaces de Moscou succèdent les pressions de Berlin: en octobre la couronne de Finlande est offerte au prince Frédéric-Charles de Hesse. L'armistice du 11 novembre met fin à ces projets. La nouvelle Chambre élue à la fin de 1918 vote en juillet 1919 une Constitution républicaine.

La fixation de la frontière nécessite de longues négociations avec les Soviétiques. La Finlande aurait souhaité qu'à l'ex Grand-Duché proprement dit, soient adjoints les territoires peuplés de Caréliens. Au traité de Tartu (14 octobre 1920), l'URSS ne consent qu'à promettre un plébiscite (qui n'aura jamais lieu) mais cède en contrepartie le territoire de Petsamo (Petchenga en russe), qui donne à la Finlande accès à l'océan Arctique.

L'indépendance de la Finlande amène la communauté internationale à se pencher sur le sort des îles Aland, dont les habitants demandent le rattachement à la Suède toute proche. En définitive, le Conseil de la Société des Nations maintient en 1920 la suzeraineté finlandaise, mais Aland reçoit un statut d'autonomie tandis qu'une convention internationale d'octobre 1921 en fait un territoire neutre. Les dispositions d'autonomie et de neutralité seront renouvelées en 1947.



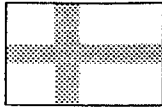
FINLANDE

De 1919 à 1939 le régime parlementaire finlandais résiste à l'agitation communiste et aux tentatives du parti « lapuiste ». Le développement économique de la Finlande rapproche son niveau de vie des autres pays scandinaves.

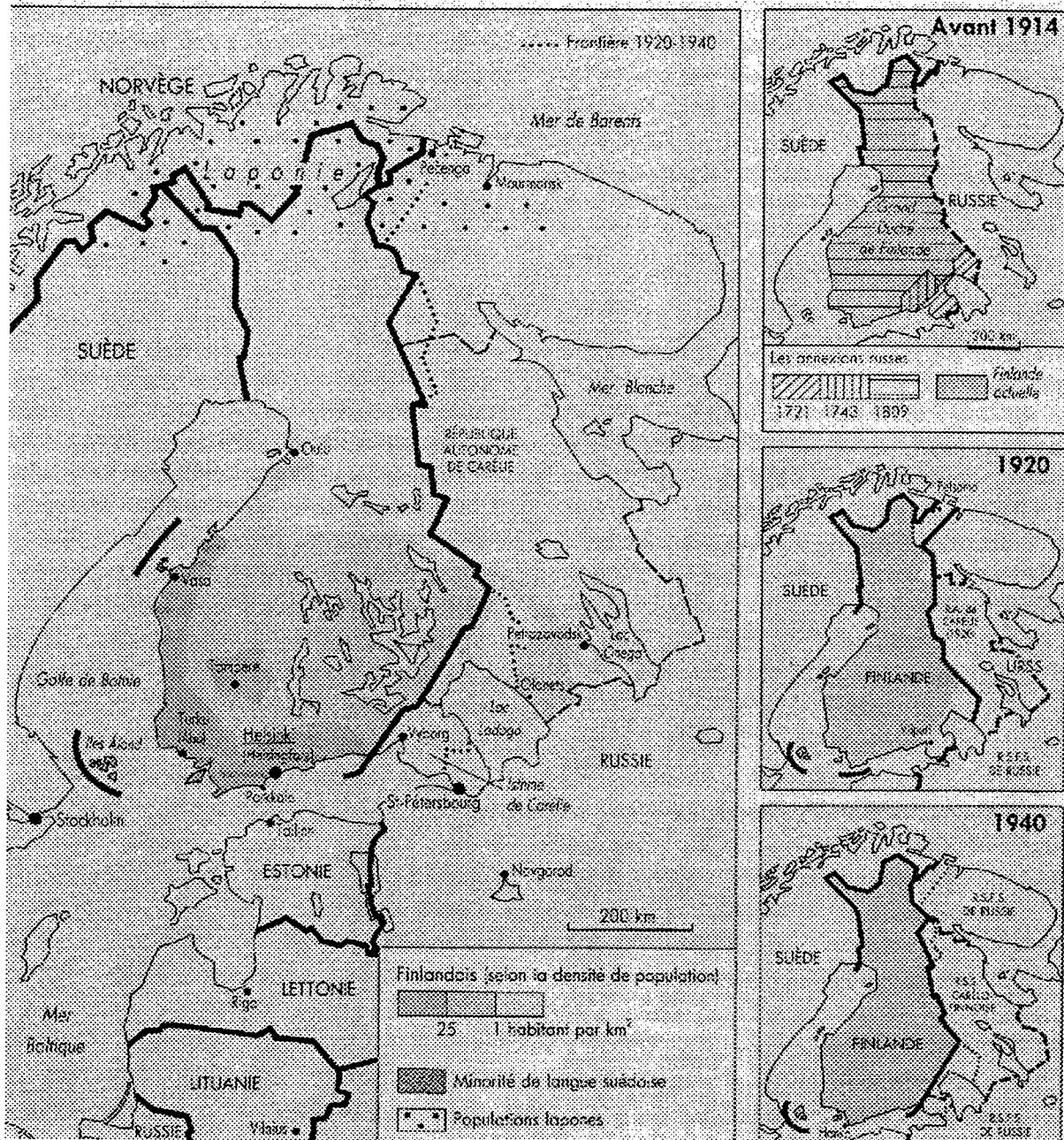
### 1.2.2.1 Les Guerres avec L'URSS

Le protocole secret annexé au Pacte germano-soviétique du 23 août 1939 place la Finlande dans la sphère d'intérêt de l'Union soviétique. Après s'être assurée le contrôle des pays Baltes, l'URSS se tourne en octobre vers la Finlande: elle demande un recul de vingt-cinq kilomètres de la frontière dans l'isthme de Carélie et la cession à bail de la presqu'île de Hanko (pour en faire une base navale).

Les Finlandais acceptent d'abord de négocier puis refusent les conditions soviétiques. Engagée par l'URSS le 30 novembre, la « guerre d'hiver » ne dure pas longtemps. Au traité de Moscou (12 mars 1940), la Finlande doit céder l'isthme de Carélie avec Viipuri (Vyborg) et les bords du lac Ladoga, quelques territoires contigus à la Carélie soviétique et le territoire de Petsamo: elle se replie alors sur la frontière qui est aujourd'hui encore la sienne. L'URSS, en outre, obtient Hanko. Isolée, soumise à de fortes pressions soviétiques, la Finlande tend inévitablement à se rapprocher de l'Allemagne. Lorsque celle-ci attaque l'URSS le 22 juin 1941, la Finlande n'hésite que quelques jours avant d'entrer en guerre à son tour. Les troupes finlandaises reprennent Viipurie et Petsamo, participent au blocus de Leningrad et s'emparent même de Petrozavodsk, capitale de la RSS de Carélie. La contre-offensive soviétique, lancée en juin 1944, conduit à un armistice signé à Moscou le 19 septembre. L'URSS récupère toutes ses conquêtes de 1940; à la place de Hanko, elle se fait céder Porkkala, véritable épée de Damoclès à trente kilomètres d'Helsinki. Le traité de Paris (10 février 1947) entérinera ces clauses.



## FINLANDE



*La très grande majorité des Finnois vit en Finlande, mais:*

- une minorité de citoyens finlandais, sur le littoral et dans les île Åland, reste de langue maternelle suédoise;*
- en république autonome de Carélie subsiste une population autochtone de langue finnoise.*

*Dans tout le centre et le nord du pays, la population est extrêmement clairsemée: les Lapons de Finlande ne sont pas plus de deux mille. L'enclave de Porkkala fut une base militaire soviétique de 1944 à 1956.*

*Avant 1914, le grand-duché de Finlande, conquis sur la Suède en trois étapes (deux portions en 1721 et 1743, le reste en 1808-1809), appartient à l'empire de Russie.*

*1920-1939. La Finlande, devenue indépendante, a obtenu en 1920 que les Russes lui cèdent le territoire de Petsamo.*



FINLANDE

1940. Après la « guerre d'hiver » de 1939-1940, la Finlande a dû céder à l'URSS d'importants territoires -dont l'isthme de Carélie- et la base de Hanko. En fusionnant la république autonome de Carélie de l'entre-deux-guerres et des territoires conquis sur la Finlande, les Soviétiques ont constitué la RSS carélo-finnoise.

### 1.2.2.2 La Finlande depuis 1945.

Au lendemain de la guerre, les Soviétiques ont la main très lourde. Ils expulsent tous les Finnois de l'isthme de Carélie pour les remplacer par des Russes: la Finlande doit ainsi accueillir plus de 40000 réfugiés. Elle doit par ailleurs, jusqu'en 1952, verser des réparations de guerre considérables. En 1945-1946, les Soviétiques obtiennent que les hommes politiques au pouvoir en juin 1941 soient mis en accusation et condamnés. D'une façon plus générale, la politique extérieure de la Finlande fait alors l'objet d'une constante surveillance, voire d'un droit de veto de la part de Moscou: on a baptisé « finlandisation » ce type de tutelle, qui s'opère sans régime communiste ni adhésion au Pacte de Varsovie.

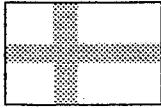
Après la mort de Staline, la pression se relâche peu à peu: les Soviétiques évacuent Porkkala en 1956; la Finlande est autorisée à adhérer à l'Association européenne de libre-échange en 1962. Autant de succès de la « ligne Paasikivi-Kekkonen » -subtil dosage de stricte neutralité, de satisfaction mesurée des exigences soviétiques et d'affirmation d'indépendance - qu'incarnent les Présidents Juho Kusti Paasikivi (1946-1956) puis Urho Kekkonen (1956-1981). Reconnue comme « pont » entre les deux blocs, la Finlande accueille en 1973 la Conférence pour la sécurité et la coopération en Europe dont l'Acte final est signé le 31 juillet 1975.

L'effondrement de l'URSS, en 1991, met fin à ce qui subsistait de « finlandisation ». Ayant engagé des négociations en 1993 en vue de son adhésion, la Finlande est devenue membre de l'Union européenne au 1er janvier 1995.

## 1.3 ECONOMIE

### 1.3.1 L'agriculture

La forêt couvre 65% du territoire Finlandais. La part de l'agriculture représente en 1997, 6 % des secteurs d'activité de la Finlande. Surtout développée dans le sud du pays, l'agriculture est le fait de grandes fermes dont la superficie dépasse souvent 100 hectares au nord et 40 au sud - sud-ouest. Mais, dans la plupart des cas, la part réellement cultivable n'excède pas plus de 10 % de la surface des exploitations. 72 % des terres appartiennent à des propriétés et sociétés privées et le reste à l'état. Les principales productions agricoles sont les céréales, la betterave sucrière et la pomme de terre. Si l'élevage dont l'importance est en baisse, est dominé par les bovins et les porcins, le renne conserve, en Laponie, encore une place non négligeable. Dans les années quatre-vingt, l'État a subventionné la mise en réserve des terres cultivables. La jachère a doublé en deux décennies; néanmoins, l'État et les autorités provinciales et locales encouragent le maintien des exploitants encore en activité par des prêts d'État et des taux bonifiés pour les intérêts des investissements à opérer. L'État fournit le quart des investissements agricoles de la Finlande.



FINLANDE

### 1.3.2 Le bois

« La Finlande vit de la forêt »: c'est une réalité historique et économique.

Les racines de la Finlande et de la fennitude sont dans la forêt. L'exploitation forestière est une ressource nationale. Le bois est une réserve de matière première pour l'industrie forestière et un des facteurs essentiels du succès de l'industrie des constructions mécaniques. La production forestière est exportée à plus de 80 %. Les Finlandais sont passés maîtres dans la conception et la construction de machines à transformer le bois. L'industrie finlandaise des constructions mécaniques est devenue le premier producteur mondial d'équipements pour les industries de la pâte à papier et du papier. Les machines à papier finlandaises et leurs installations de contrôle automatique sont demandées partout dans le monde. La Finlande fournit des bois sciés, du contre-plaqué, des panneaux de particules, des pièces de menuiserie, des maisons préfabriquées (82% de conifères). Mais elle est aussi le « grenier à papier » de l'Union Européenne. Elle produit de la pâte à papier, des papiers et des cartons, des panneaux de fibre de bois. Les usines sont situées sur les littoraux, près des embouchures des cours d'eau, comme celle du fleuve Kokemäenjoki, ou près du fleuve Oulujoki; Kotka est devenu un grand centre de scieries, de production de pâte et de papier.

### 1.3.3 L'industrie

D'autres activités ont une grande place dans l'économie finlandaise. C'est le cas, notamment, de la métallurgie et de la construction mécanique qui emploient 35 % de la main-d'œuvre industrielle. Ces industries occupent le deuxième rang en valeur des exportations après le bois. La Finlande, dont le socle renferme des minerais, produit du cuivre, du nickel, du zinc, du chrome.

L'industrie des constructions mécaniques constitue la branche la plus puissante de la métallurgie. Il s'agit d'équipements pour les industries du bois, les mines; de matériel de manutention (grues); de construction navale (60 % des brise-glaces du monde et plates-formes pétrolières). La Finlande s'ouvre de plus en plus sur les nouvelles technologies: le numérique, multimédia, informatique et la téléphonie avec notamment la firme Nokia qui est le plus grand groupe privé employant 24000 personnes.

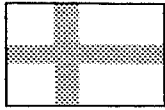
L'industrie chimique a également pris un essor considérable: outre la transformation du pétrole (raffineries de Neste Oy), elle fournit des engrais (Kemira Oy), des sous-produits de la transformation du bois.

Les industries textiles, celles de l'habillement et du cuir, occupent une grande place, et il faut aussi citer les industries du verre et de la porcelaine.

### 1.3.4 Le commerce

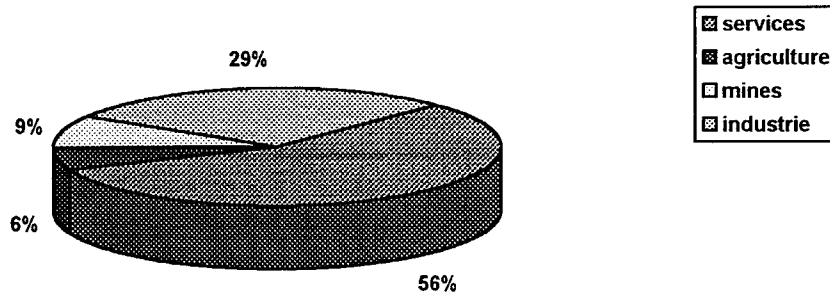
Les principaux pays fournisseurs de la Finlande sont l'Union Européenne (en particulier la Suède, l'Allemagne et le Royaume Uni) (57,4%), la fédération de Russie (8,5%) et l'Asie (11,2%). La Finlande importe des constructions mécaniques et électriques, des biens de consommation, de l'énergie et des produits alimentaires.

Les exportations finlandaises se font à destination de l'Union Européenne (52,6%), de l'Asie (13,8 %) et de la fédération de Russie (7,9 %). La Finlande exporte le bois et ses dérivés, des constructions mécaniques, de la métallurgie et des produits électrotechniques.



FINLANDE

### SECTEURS D'ACTIVITE EN %PIB



### 1.3.5 Le poids des régions finlandaises dans l'économie

Compte tenu des conditions très contraignantes du milieu, la population finlandaise est surtout concentrée dans le sud. L'une des meilleures expressions des inégalités régionales en Finlande est fournie par la répartition du produit régional brut.

Le gouvernement finlandais a établi une politique de développement régional basée sur le Fonds de développement régional de Finlande, institution financière contrôlée par l'État (créée en 1971). La fonction de cet office est d'encourager et de promouvoir le développement économique des régions en difficulté en finançant les investissements utiles.

#### 1.3.5.1 La Finlande du Sud

La Finlande du Sud comprend la région de Turku-Pori, celle d'Uusimaa, dans laquelle se situe la capitale, celle de Häme avec Tampere, les îles Åland et la région de Kymi. Elle renferme les principales agglomérations et les concentrations industrielles les plus importantes; c'est aussi le premier domaine agricole. Là est le berceau historique de la Finlande, les Suédois y ont implanté les premières villes, notamment Turku (Åbo).

Il convient de mettre à part l'archipel des Åland dont la pêche (saumon, hareng) et le tourisme sont les principales ressources.

La région de Kymi se situe dans le sud - sud-est du pays. C'est un grand foyer industriel largement fondé sur les activités du bois.

La région d'Uusimaa (3 % de la superficie du pays, mais environ un quart de sa population) est tournée vers le golfe de Finlande; elle est fortement marquée par la présence de la capitale. Créée comme port et marché, Helsinki, «fille de la mer», reste un port de voyageurs (vers la Suède, la R.F.A.) et le premier centre industriel du pays (industries métallurgiques, textiles, raffineries de spiritueux, édition). C'est aussi le premier centre culturel de Finlande et la capitale politique, donc les activités tertiaires y sont très importantes.

Tampere, dans la province de Häme, a dépassé Turku depuis la fin des années soixante-dix (174 300 hab.). C'est un centre d'industries textiles qui, de 1821 à 1905, a profité du droit d'importer machines et matières premières textiles sans acquitter de taxes douanières. Le choix du site est lié à la présence de source d'énergie puisque, à proximité immédiate, existe une chute d'eau. L'arrivée du réseau ferré a également favorisé l'essor de la ville.



## FINLANDE

Dans la province de Turku-Pori, Turku, qui regroupe 161 188 habitants, a été créée par les Suédois. Elle eut des fonctions d'abord commerciales, puis industrielles à partir du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. Après l'indépendance (1918), les industries métallurgiques, la construction navale, le textile, l'industrie de la céramique et les produits alimentaires prirent une grande place. Turku est l'un des ports d'exportation de Finlande ainsi qu'un port de voyageurs (vers la Suède). La ville conserve des fonctions administratives et culturelles avec une université influente et l'Académie d'Åbo (fondation universitaire svécophone).

### 1.3.5.2 La Finlande moyenne

La Finlande moyenne regroupe plusieurs «provinces»: celle de Vaasa, de Kuopio, de Mikkeli, de Carélie du Nord, de Finlande centrale (Keski-Suomi). Cet ensemble appartient en partie au «moyen Nord» défini par le Conseil des ministres nordiques et incluant des provinces suédoises et norvégiennes (Jämtland et Västernorrland en Suède et Trøndelag en Norvège).

L'intérieur de la Finlande moyenne est dans l'ensemble très boisé. Les activités liées au bois ont une place considérable. De 1845 à 1856, le canal de Saimaa fut construit pour relier le complexe lacustre du bassin du Vuoksen et le lac Saimaa avec le golfe de Finlande à Viipuri (Vyborg). Le canal, coupé par la nouvelle frontière issue de la guerre, perdit son rôle. En 1963, la Finlande passa avec le gouvernement soviétique un accord aux termes duquel la Finlande put louer pour cinquante ans la partie soviétique du canal; elle s'engagea à transformer l'ancienne voie d'eau qui fut réouverte en 1968. Désormais, Kuopio est reliée à ce réseau navigable par un chenal, et le canal permet l'exportation de la pâte à papier et de produits métallurgiques.

Les villes de Finlande moyenne intérieure sont assez récentes: Kuopio, Jyväskylä sont des villes administratives et industrielles, la dernière étant un centre universitaire.

La façade littorale de la Finlande moyenne, ou Österbotten (Botnie orientale), est une région basse où les plaines côtières sont relativement fertiles. Ici, l'émersion du littoral est encore rapide (1 cm par an environ), ce qui limite le développement des activités maritimes. L'ancien port de Vaasa, fondé en 1606, est situé aujourd'hui à 6 kilomètres de la mer.

### 1.3.5.3 La Finlande septentrionale

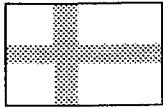
La région d'Oulu et la Laponie constituent la Finlande septentrionale. Ce sont les deux plus vastes régions du pays. Si leur population a augmenté depuis le début du siècle jusqu'en 1960, elle a diminué ensuite en raison de l'émigration. Cette dernière s'est pourtant ralentie depuis le début des années quatre-vingt. Au cours des années soixante-dix, l'État a implanté dans le Nord des entreprises industrielles afin de créer des emplois (aciérie à Tornio, usine sidérurgique à Raahe).

Le tourisme se développe de plus en plus en Laponie. Si Oulu est la métropole du Nord (97 869 hab. en 1987), cinq agglomérations importantes existent en Laponie: Rovaniemi, qui dépasse 30 000 habitants, Tornio, Kemijärvi, Kemi et Sodankylä.

### 1.3.6 L'économie Finlandaise de l'heure Européenne

Après la chute de l'empire Soviétique et les crises successives, les autorités finlandaises doivent réorienter le commerce extérieur vers les marchés européens solvables.

Dès 1992, la Finlande engage des réformes pour assurer la convergence de son économie avec celle de la Communauté européenne. En 1994, l'économie finlandaise connaît un début de



FINLANDE

reprise. Mais le taux de chômage reste l'un des plus élevés d'Europe: 18,4 %. La rigueur budgétaire et l'endettement des ménages contribuent à restreindre la consommation publique et privée. L'inflation reste très faible. En 1995, le programme du nouveau gouvernement vise à satisfaire aux critères de convergence en vue de participer à l'Union économique et monétaire. Les dépenses, notamment sociales, sont réduites. Le déficit budgétaire programmé est en nette diminution. Seul l'endettement public devrait dépasser le taux exigé pour 1997. Ces mesures sont favorisées par la confirmation de la reprise économique, sans tension inflationniste. Le maintien d'un taux de chômage élevé justifie une politique de modération salariale approuvée par les syndicats. Le taux d'inflation reste parmi les plus bas de l'Union européenne. Mais la baisse de la croissance entraîne un fort taux de chômage – environ 17 % de la population active.

Les bons résultats de 1997, sur fond de modération salariale, entraînent une baisse du taux de chômage, principal point noir de l'économie finlandaise. Ils justifient la prétention d'Helsinki d'être de la première vague d'adhésions à l'Union économique et monétaire. La croissance économique finlandaise a atteint en 1997 son niveau le plus élevé depuis la fin des années 70 soit 4,6%. Elle a favorisé une amélioration de l'emploi (dans les secteurs du bâtiment et service) qui a pour conséquence une baisse du chômage qui est de 12,6% en 1997 et de 10,5% en 1998 de la population active. C'est essentiellement chez les moins de 25 ans que le nombre de chômeurs a diminué: 25% d'entre eux étaient sans emploi en 1997, contre 33,5% trois ans plus tôt.

La Finlande a un faible taux d'inflation (1,9%) et a réussi à stabiliser sa monnaie. Les revenus réels devraient croître de 2% au cours de la période 1998-2000.

La belle santé des industries métallurgique, du papier et du secteur électrotechnique (Nokia) fleurons des exportations (en hausse d'au moins 7% au total en 1997), a également contribué à l'amélioration de la situation de l'emploi.

Ainsi, la Finlande confirme son aptitude à participer à la monnaie unique dès 1999. Avec un déficit budgétaire et une dette publique réduites respectivement à 0,9% et 55,8% du PIB et une inflation maintenue à 1,2% en 1997, Helsinki peut se targuer de résultats plus que satisfaisants.

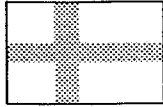
L'année 1997 a, par ailleurs, été marquée par l'annonce de la fusion entre la première banque finlandaise, Merita, et la troisième suédoise, Nordbanken. Elles forment, depuis 1998, l'un des premiers groupes financiers nordiques.

La Finlande a pris beaucoup de champ par rapport à la Russie. Elle reste cependant le pays de l'Union Européenne le plus exposé aux évolutions de la crise russe. Enfin, la Finlande assurera la présidence de l'UE au second semestre de cette année 1999.

#### **1.4 SYSTEME POLITIQUE FINNOIS**

La Finlande est une république dotée d'un régime parlementaire, qui repose sur une constitution adoptée le 17 juillet 1919. Cette constitution est basée sur un pouvoir partagé entre le parlement et le Président de la république dont les pouvoirs sont supérieurs. Ce système politique est celui des pays occidentaux qui a fait preuve de la plus grande stabilité lors de ce siècle. Le pouvoir suprême reste au peuple finlandais qui élit le parlement au suffrage universel. Une réforme de la constitution est en cours, elle devrait être effective en 2000, et donner un pouvoir plus important au parlement.

La vie politique finlandaise est marquée pour ces dix dernières années par l'adhésion à l'Union européenne le 28 novembre 1994 (référendum populaire favorable à 56,9% - ratifié au



FINLANDE

parlement par 152 députés sur 197), le maintien d'une défense indépendante et le renfort de la coopération nordique notamment en matière d'environnement avec la région de Saint Petersburg et les pays baltes. La Finlande considère cette adhésion comme un bon bouclier contre la menace russe mais souhaite rester fidèle à sa neutralité en n'adhérant pas à l'OTAN. Les femmes finlandaises, héritières des pionnières qui défrichèrent les forêts aux côtés des hommes, ont acquis des droits et une influence sur la scène politique sans égale en Europe. Au parlement, elles représentent 40% des députés et elles occupent un tiers des postes au gouvernement (défense et justice). Les prochaines élections présidentielles verront peut-être l'arrivée d'une femme comme président.

Le respect de l'environnement, la considération permanente des problèmes sociaux et la recherche d'un large consensus sont aussi des constantes de la vie politique finnoise.

Les îles Aland, à l'entrée du golfe de Botnie, constituent une province autonome et un cas particulier.

#### **1.4.1 Le Président de la république**

Le pays est dirigé par un président élu pour 6 ans au suffrage universel direct. Si le candidat à l'élection n'obtient pas la majorité absolue, le choix est alors effectué par un collège de 301 membres, élus au suffrage universel proportionnel. Cette nouvelle procédure d'élection présidentielle remonte à 1988. Auparavant le président était élu par un collège de grands électeurs. Il est limité par la constitution à deux mandats.

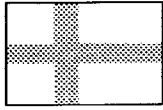
Le président de la république a des droits importants. Il exerce pleinement le pouvoir exécutif et partage le pouvoir législatif avec le parlement. Il peut sur l'initiative du Premier ministre dissoudre le parlement sous réserve de fixer la date des élections. Il nomme les ministres, mais ceux-ci sont individuellement responsables devant le parlement. Chef des armées, il dirige seul la politique extérieure du pays.

Martti Ahtisaari est président de la république depuis le 6 février 1994. Il est le dixième président de la Finlande et le premier à être élu au suffrage universel. C'est un social démocrate qui s'est fixé trois priorités : l'adhésion à l'Union européenne, la lutte contre le chômage et un capitalisme au visage humain avec le maintien d'un état providence quelle que soit la conjoncture économique. Il a été ambassadeur en Tanzanie, au Mozambique, en Somalie et en Zambie. Commissionné par l'ONU en 1984 et 1987, il a joué un rôle prépondérant à l'indépendance de la Namibie. Sollicité à nouveau en 1992 par l'ONU, il est nommé président du groupe de travail sur la Bosnie-Herzégovine, à la conférence internationale sur l'ex-Yougoslavie. Sa longue expérience africaine et internationale le prédispose à contribuer régulièrement aux opérations de l'ONU. Il jouit d'une très grande popularité dans le pays.

#### **1.4.2 Le Premier Ministre et le gouvernement.**

Son rôle reste relativement modeste bien que son action ait été renforcée en 1991. Il dispose depuis, de la possibilité de dissoudre l'assemblée. Le président de la république ne peut plus dissoudre le gouvernement sans son accord, tant qu'il jouit de la confiance du parlement. Conformément aux règles du parlementarisme, qui prévalent en Finlande, le gouvernement doit jouir de la confiance du parlement. Néanmoins, le gouvernement jouit automatiquement de la confiance tant que celui-ci n'a pas expressément exprimé sa méfiance. Une motion de censure peut être déposée par au moins 20 députés et doit être votée à la majorité.

Le Premier ministre et les ministres constituent le gouvernement appelé «Conseil d'Etat».



FINLANDE

Paavo Lipponen (SPD) est le chef du gouvernement depuis le 13 avril 1995, à la tête d'une coalition de gauche. Le conseil d'état regroupe 5 tendances très différentes avec des communistes, des membres du parti suédois, des conservateurs et des verts. Paavo Lipponen est favorable à une union européenne bâtie sur un projet social. Son programme économique porte sur deux points principaux que sont la réduction du chômage dont le taux a atteint 17,3% en 1994 et la réduction du déficit public. Les résultats de cette politique ont permis en Finlande de respecter les critères de convergences et de faire parti des premiers pays à adopter l'Euro à partir du 1er janvier 1999. Sa ténacité lui a permis de mener à terme des programmes ambitieux malgré une opposition initiale assez forte.

#### **1.4.3 Le parlement finlandais : l'Eduskunta**

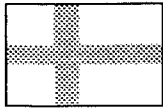
Il est constitué d'une seule chambre composée de 200 membres siégeant pour 4 ans, les parlementaires étant élus sur un mode de scrutin direct et proportionnel. Le parlement partage le pouvoir législatif avec le président de la république mais contrôle aussi l'action du gouvernement, le fonctionnement de la banque de Finlande, la caisse nationale d'assurances sociales et la radio télévision finlandaise.

La parti social démocrate occupe 62 sièges, le parti du centre, 45 , le parti national du rassemblement 39, l'union de gauche 19 et le parti du peuple suédois 12, l'union des verts 9.

Le 20.10. 1996, pour la première fois, 16 députés finlandais sont élus comme représentants au parlement européen.

#### **1.4.4 Les partis politiques**

La représentation proportionnelle a suscité la formation de nombreuses coalitions, généralement dominés par deux partis majeurs qui partagent alternativement le pouvoir : le Parti social-démocrate (PSD) et le parti du centre (KESK). Le PSD, parti modéré de centre gauche prône la gestion nationalisée de certains secteurs d'industrie. Le KESK puise son soutien dans les zones rurales conservatrices. C'est le seul grand parti non socialiste. Il est farouchement opposé à l'union européenne. Les autres partis sont l'Alliance de gauche qui regroupe la ligue démocratique du peuple finlandais et le parti communiste ; le parti de la coalition nationale (KOK) qui milite pour l'entreprise nationale, l'Union des Verts, l'Union chrétienne et le parti du Peuple suédois qui représente la minorité de langue suédoise et qui cherche à préserver leur identité culturelle. Il existe depuis 1906, où l'abolition de la diète marque la fin de la traditionnelle domination de la politique finlandaise par l'élite suédoise.



FINLANDE

## **1.5 LES RELATIONS EXTERIEURES**

### **1.5.1 La vraie finlandisation. Une fausse neutralité ou la neutralité active.**

Au sortir de la guerre, la Finlande était contrainte d'avoir de bonnes relations avec son grand voisin soviétique. Il était donc exclu que la Finlande puisse s'allier avec d'autres pays contre l'URSS. Puisque la Finlande ne voulait pas non plus s'allier avec l'URSS, la seule option restante fut celle d'une politique de neutralité entre l'Est et l'Ouest. (Traité de sécurité de 1948 entre la Finlande et la Russie: le territoire finlandais ne peut pas être utilisé de façon agressive contre la Russie).

Cette neutralité ne peut évoluer dans l'immédiat. Elle s'inscrit dans le cadre de liens historiques qui unissent la Finlande à ses voisins. La Finlande a fait partie du royaume de Suède pendant 700 ans et du grand duché de Russie de 1809 à 1917. Pendant un court moment, la Finlande a également eu un roi allemand... Cette neutralité découle donc du passé qui reste encore déterminant.

Le terme finlandisation, que l'on a traduit à l'époque de l'existence de l'URSS, par « mise sous influence » ou « indépendance toute relative », n'est en fait pas justifié, à l'éclairage de l'histoire et du parcours finlandais original et courageux qui a consisté à affirmer une identité nationale forte, tout en composant avec un voisin surpuissant. Mais bien plus, la finlandisation a bien existé mais aux dépens de l'URSS.

Les lourds dommages de guerre que la Finlande a dû régler à l'URSS ont notamment stimulé son industrialisation. La Finlande prospéra ainsi en troquant notamment du pétrole soviétique contre des produits industriels élaborés et fabriqués dans des usines modernes financées par des capitaux occidentaux. Ainsi les finlandais n'ont pas considéré l'URSS comme l'Empire du mal mais plutôt de l'inefficacité avec lequel ils avaient sur le plan économique des rapports de pays développés à pays en voie de développement.

Avec la disparition de cette « colonie » rentable, la Finlande a vu resurgir sa situation géopolitique d'avant 1939.

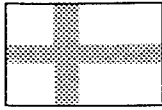
Quelle peut-être, dans ce cadre, une neutralité active? : le pont finlandais et l'UE.

La politique étrangère de la Finlande est à présent débarrassée de la nécessité de rechercher la meilleure coexistence possible avec son puissant voisin. Helsinki peut réintégrer la famille des peuples européens, qu'il a toujours considéré comme la sienne, et réorganiser ses relations avec les systèmes économiques et militaires de l'Occident tout en restant vigilant devant l'instabilité à l'Est.

La Finlande espère bien exceller dans un rôle auquel la géographie et l'histoire la prédestinent: celui de pont entre l'Occident et l'Est, psychologiquement mais physiquement aussi. La Carélie constitue le lieu de passage vers la presqu'île de Kola et l'Asie tandis que le Sud de la Finlande est l'axe naturel entre l'Europe occidentale et Saint Petersburg.

Mais 1989 marque également la fin de relations économiques privilégiées avec le voisin russe et entraîne une forte baisse du PNB (chute de 70%) et de la consommation ainsi qu'un chômage touchant plus de 20% de la population active. Les Finlandais perdent un voisin politiquement encombrant mais économiquement indispensable.

La récession internationale conjuguée à la quasi-disparition des exportations vers l'ex-Union soviétique révèlent une bureaucratie pléthorique nourrie par quarante ans de croissance ininterrompue ainsi qu'une économie repliée sur elle-même, une faible productivité et un système social d'un coût exorbitant.



FINLANDE

La Finlande compte sur la dynamique de l'UE pour rompre un isolement à la fois politique et industriel ainsi que financier. L'entrée dans l'UE symbolise bien un désir d'ouverture dicté, il est vrai, par la nécessité.

### 1.5.2- Un nouvel environnement.

Quel état des lieux?

En octobre 1990, la Finlande a unilatéralement déclaré caduc le traité d'amitié, de coopération et d'assistance mutuelle, qui a été remplacé par un traité d'amitié avec la Russie, signé le 20 janvier 1992. Elle est par ailleurs devenue membre de l'UE le 1er janvier 1995 en même temps que la Suède. Simultanément, elle a intensifié sa coopération en matière de politique de sécurité en signant en 1994 le document de base du « partenariat pour la paix » et en devenant, en 1995, observateur au sein de l'UEO.

Parallèlement, la Finlande et la Suède ont adhéré à l'UEO comme observateurs. La Norvège et le Danemark sont membres de l'OTAN. Les pays baltes sont partenaires associés au sein de l'UEO. La Norvège est encore hors de l'UE, mais elle a des relations étroites avec elle. Le Danemark est membre de l'UE. Les Etats baltes ont comme but prioritaire d'y adhérer.

La Russie a perdu la capacité offensive que possédait l'URSS sur la plus grande partie du littoral de la mer Baltique. A la suite de la disparition des ports militaires soviétiques situés dans les pays baltes, il ne reste plus à la Russie que le port enclavé de Kaliningrad et celui de Saint-Petersbourg. C'est la raison pour laquelle l'activité militaire en mer Baltique s'est déplacée vers le Nord avec une importance accrue du golfe de Finlande. Ainsi la ligne de front d'un conflit éventuel s'est déplacée des détroits du Danemark vers l'ouverture du golfe de Finlande, c'est à dire les îles d'Aland. Par ailleurs la frontière terrestre, de 1900 kilomètres de long, entre la Finlande et la Russie est la première frontière commune entre l'UE et la Russie et revêt ainsi un intérêt majeur.

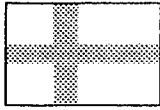
Les relations avec la Russie.

Le traité de 1992 entre la Finlande et la Russie a été signé sur les bases des principes de l'OSCE: il ne fait aucune mention d'une coopération bilatérale de défense, mais il a favorisé le développement de bonnes relations entre les deux pays.

La Russie n'étant plus une superpuissance, elle est aujourd'hui moins une menace qu'un partenaire économique potentiel de premier plan. La dimension russe ne peut pas être négligée pour cette raison mais également sous peine de remise en cause de la stabilité globale de l'Europe. La menace russe a, pour les Finlandais, changé de nature. Si la Russie ne décolle pas économiquement, c'est tout le Vieux Continent qui risque d'être déstabilisé. Pour l'éviter, la Russie doit offrir un environnement économique et juridique stable.

A l'inverse, vue de Moscou, la Finlande est petite et à la périphérie. Son « statut particulier » n'a plus guère de sens pour les Russes. Certes c'est toujours un intermédiaire de choix avec notamment la seule liaison directe avec l'UE. Mais les Russes n'ont plus besoin d'elle pour montrer leur capacité à cohabiter harmonieusement avec un pays capitaliste.

Sur le terrain des échanges commerciaux, les Etats baltes sont mieux placés que la Finlande, et pas seulement en termes géographiques. Ils peuvent proposer des prix inférieurs, jouer sur la proximité culturelle héritée de l'époque soviétique et tirer parti de la présence d'importantes minorités russes. Une fois que ces pays auront rétabli des relations de confiance mutuelle avec Moscou et que se dessinera leur adhésion à l'UE, la Finlande aura moins d'atouts à faire valoir.



FINLANDE

Certes ce n'est qu'autour de 2005 que l'Estonie, et elle seule dans un premier temps, devrait intégrer l'Union. Mais cette perspective influence déjà les choix russes. L'Estonie et la Lettonie sont considérés comme les futurs points de passage et les passerelles vers les pays de l'UE. Ainsi la Finlande est, aux yeux des Russes, un partenaire qui compte et dont ils apprécient sa modération vis à vis de l'élargissement de l'OTAN. En cela elle ne diffère pas beaucoup de la Suède.

La calotte nordique regroupant les zones les plus septentrionales de la Finlande, de la Suède, de la Norvège avec la région russe de Mourmansk constitue une zone d'intérêt finlandaise privilégiée. Les frontières y sont partiellement dénuées de fondement au regard de la géographie. Un embryon de coopération entre scandinaves existe dans les domaines médicaux, des communications, de l'enseignement, du tourisme, et de l'environnement. Les convergences entre le Danemark la Suède et la Finlande sont évidentes pour ce qui touche aux questions sociales et à la démocratie.

Dans le domaine de la sécurité, la Finlande n'a pas donné de suite à une proposition de la Suède pour établir une coopération plus étroite, entre les pays nordiques, en matière de sécurité et de défense. Elle a fait valoir que le seul champ d'action finlandais en matière de sécurité ne peut se concevoir que dans le cadre de l'UEO et du Partenariat Pour la Paix.

### **1.5.3 La politique de sécurité finlandaise.**

Alors que des Etats basculent du Pacte de Varsovie à l'Alliance Atlantique, il n'y a pas de rupture brutale dans les orientations retenues par la Finlande. Etat neutre dans la guerre froide, il le demeure encore de nos jours.

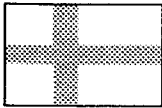
Elle est fondée sur le respect des valeurs et des principes adoptés par l'ONU, l'OSCE et le Conseil de l'Europe. Les ambitions de la Finlande sont de contribuer au mieux à la stabilité en Europe du Nord mais en conservant sa spécificité, c'est à dire en restant à l'écart des alliances militaires et en maintenant une défense indépendante et crédible.

L'adhésion de la Finlande à l'Union européenne n'a pas modifié sa position de pays militairement non aligné et doté d'une défense indépendante. Elle souhaite participer au développement de la politique extérieure et de défense commune de l'UE. Toutefois la participation à la PESC doit se faire dans le respect de son non-alignement militaire et de son indépendance de choix dans la participation éventuelle à des missions de gestion des crises. (La Finlande a participé aux opérations de la FORPRONU, de l'IFOR et de la SFOR en Bosnie).

L'UEO étant définie comme un élément indissociable du développement de l'Union, la Finlande tient un rôle au sein de l'UEO, mais en tant qu'observateur, et participe au dialogue politique en matière de sécurité. La Finlande se contente du statut d'observateur dans l'UEO comme la Suède et l'Autriche. Si elle devait devenir membre à part entière de l'UEO, la question d'adhésion à l'OTAN se présenterait immédiatement. Une telle adhésion contribuerait, selon les autorités finlandaises, à la déstabilisation de la région. Ce n'est donc pas, pour le moment, une question d'actualité.

La Finlande adhère depuis 1994 au PPP dans lequel elle a un rôle de partie donatrice: elle offre sa contribution aux actions de maintien de la paix, en particulier dans le domaine de la formation, ainsi que dans les opérations humanitaires et de secours.

Pour élargir son concours à d'autres opérations, la Finlande a modifié en 1995 sa législation pour permettre une participation aux interventions mandatées par les Nations unies, en ex-



FINLANDE

Yougoslavie. Pour le moment, la Finlande ne participe qu'à des opérations au titre de l'article VI de la charte de l'ONU, mandatées par l'ONU ou l'OSCE.

En conclusion, la Finlande est située dans une zone géopolitique qui demeure instable, entre une communauté occidentale avancée et une Russie appauvrie. Durant les prochaines années, deux éléments clés affecteront son avenir. Tout d'abord, l'évolution économique et surtout politique de la Russie qui orientera sa politique de défense et la révision de sa position sur une éventuelle adhésion à l'OTAN. Mais également la construction de l'UE qui aura des répercussions importantes sur la pérennité de son image de petit dragon nordique.

## **1.6 LES FORCES DE DEFENSE**

### **1.6.1 La Politique de défense**

Le plus grand bouleversement survenu en Europe depuis la seconde guerre mondiale se poursuit. La Russie, le proche voisinage de la Finlande et les facteurs de sécurité liés à l'intégration de l'Europe Occidentale sont, du point de vue de la Finlande, les principaux éléments qui influent sur sa politique en matière de sécurité.

Les changements majeurs de cet environnement sont:

- Le Traité d'Amitié, de Coopération et d'Assistance mutuelle avec l'Union Soviétique a laissé place à un traité de voisinage, **sans clauses militaires**, avec la Russie.
- Les Etats Baltes ont retrouvé leur indépendance.
- La Finlande a adhéré à l'Union Européenne et elle a le statut d'observateur de l'Union de l'Europe Occidentale (UEO).

La volonté de se maintenir en dehors des alliances militaires, en ayant une défense indépendante crédible sont les pierres angulaires de la politique de défense de la Finlande. Sa principale contribution à la sécurité européenne est d'assumer elle-même la défense de son territoire. Sa qualité d'observateur à l'UEO ne lui crée aucune obligation d'ordre politique et ne modifie pas sa position en terme de politique de sécurité.

Durant les 40 dernières années, la Finlande a mis à la disposition de l'ONU plus de 30000 hommes dans les missions de maintien de la paix. Chaque année, la Finlande fournit 1000 à 1500 soldats à l'ONU.

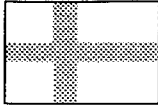
### **1.6.2 L'organisation de la défense**

Le président de la république est le chef suprême des Forces de Défense. Le pouvoir exécutif suprême, en matière de défense nationale appartient au Conseil des Ministres.

Le Conseil de Défense est l'organe responsable de l'harmonisation de la conception et des préparatifs. Il est le conseiller du président de la République pour les questions liées à la défense du pays.

La politique de défense est du ressort du ministère de la Défense et plus particulièrement la défense militaire du pays.

Le Conseil de Défense est composé du Premier ministre, du ministre des Affaires Etrangères, du ministre du Commerce et de l'Industrie, du commandant en chef des forces de défense et du chef de l'état-major des forces de défense. Le Président peut sur proposition du Conseil des



FINLANDE

ministres, inviter d'autres personnes à siéger au Conseil de défense pour un mandat de trois ans au plus à la fois.

En 1991, la Finlande se dote d'une nouvelle législation pour faire face aux situations exceptionnelles. La loi de « prévention » et la loi sur l'état de défense définissent les responsabilités et les modalités de mise en oeuvre de plans de défense.

Ces plans sont élaborés sur la base de trois scénarios.

- une agression surprise du type coup d'état;
- une agression transitant sur le territoire et dirigée contre un pays tiers;
- une agression directe contre la Finlande.

Les dépenses militaires représentent 1,6 % du PIB en 1998 ( 10 Milliards de FIM).

### 1.6.3 Les missions des Forces

- Exercer le contrôle des régions terrestres et maritimes ainsi que de l'espace aérien du pays, en collaboration avec les autres autorités en charge du contrôle;
- Préserver l'intégrité territoriale du pays, si besoin en ayant recours à la force;
- Défendre le pays et son ordre juridique, ainsi que les conditions de vie et les droits fondamentaux de la nation;
- Maintenir et développer les moyens militaires de l'état d'alerte défensive;
- Mettre en oeuvre la préparation et l'instruction militaires, encourager l'instruction bénévole pour la défense du pays et promouvoir la volonté de défense et toute activité stimulant la bonne forme physique des citoyens;
- Prêter assistance, le cas échéant, en vue du maintien de l'ordre et de la sécurité selon les dispositions prévues à cet effet par la loi;
- Influencer sur la mise en oeuvre des mesures pratiques, relatives à la participation de la Finlande aux actions de maintien de la paix de l'ONU et de l'OSCE.

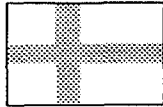
La doctrine militaire de la Finlande est basée sur le principe de la défense territoriale. Elle a pour objectif central de conserver les régions stratégiquement importantes, en utilisant toute l'étendue du territoire, de ralentir tout agresseur pénétrant sur le territoire et de l'éprouver, de manière à disposer de la supériorité nécessaire pour le repousser et le battre. L'emploi des forces terrestres constitue le socle de cette doctrine défensive.

La défense aérienne, constituée par l'armée de l'air et la défense antiaérienne a pour tâches d'empêcher l'ennemi d'acquérir la maîtrise de l'air et de protéger les troupes finlandaises ainsi que les sites importants du pays.

La défense navale cherche à tirer tout le parti possible des avantages qu'offre le caractère particulier de l'archipel. Elle s'appuie sur l'artillerie côtière et sur un système de minage efficace, complété par des forces mobiles.

### 1.6.4 Composition des Forces de Défense

En temps de paix, les effectifs des forces terrestres atteignent 17000 hommes, dont 9000 sont des professionnels. Chaque année, 31000 appelés (dont 500 femmes) et 30000 réservistes sont entraînés. La durée du service militaire peut aller de 180 jours à 362 jours. Environ 80% des jeunes gens d'une classe d'âge effectuent leur service militaire. L'instruction des réservistes est effectuée lors d'exercices dans les états-majors et les unités. L'officier de



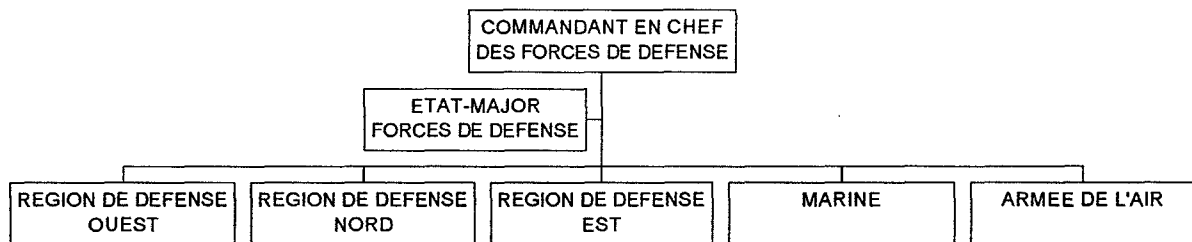
FINLANDE

réserve peut être appelé 100 jours par an, un sous-officier 75 jours et un homme du rang 40 jours. Les effectifs de la Marine comptent 3000 hommes dont 1500 appelés et ceux de l'Armée de l'Air 4400 hommes dont 1300 hommes.

En temps de guerre, l'effectif des forces de Défense atteint environ 500000 hommes dont 420000 pour l'armée de terre, 35000 pour l'Armée de l'Air et 20000 pour la Marine. Les Gardes Frontières qui rejoignent le ministère de Défense sont au nombre de 23000 hommes.

A partir des troupes les mieux équipées sont constituées, en temps de guerre, 10 brigades de chasseurs, deux brigades de chars et une brigade côtière. A ces brigades qui constituent le fer de lance des armées finlandaises, il convient d'ajouter 14 brigades d'infanterie et les unités locales qui couvrent l'ensemble du pays.

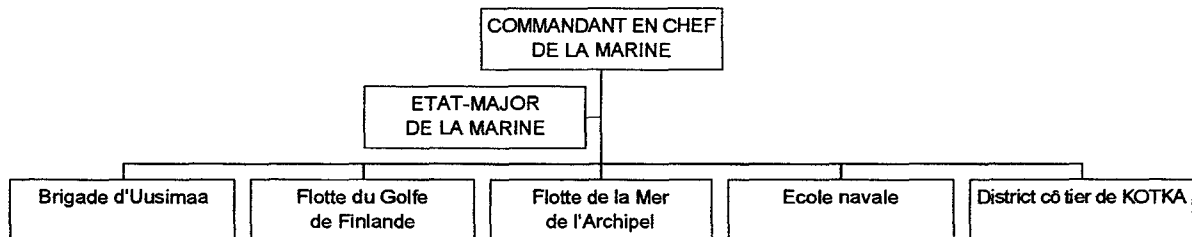
#### 1.6.4.1. Organisation



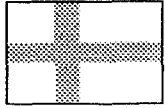
#### 1.6.4.2 L'Armée de Terre

L'armée de Terre est organisée en trois régions de défense, elles-mêmes découpées en régions militaires. Les forces terrestres disposent d'environ 200 chars de fabrication soviétique T-72, et d'un millier de véhicules à chenilles.

#### 1.6.4.3 La Marine

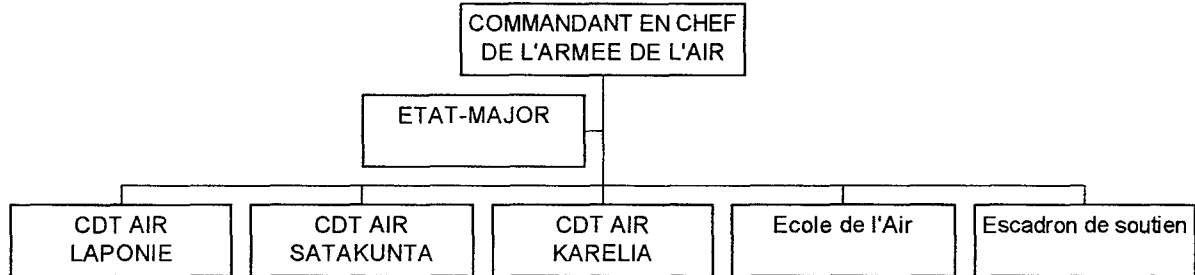


Sur les côtes très découpées et dans les eaux peu profondes, les mines sont des armes efficaces. La Finlande dispose de bâtiments capables de déposer des mines. La Marine dispose de deux flottilles de vedettes lance-missiles de construction locale (Classe RAUMA et HELSINKI).



FINLANDE

#### 1.6.4.4 L'Armée de l'Air

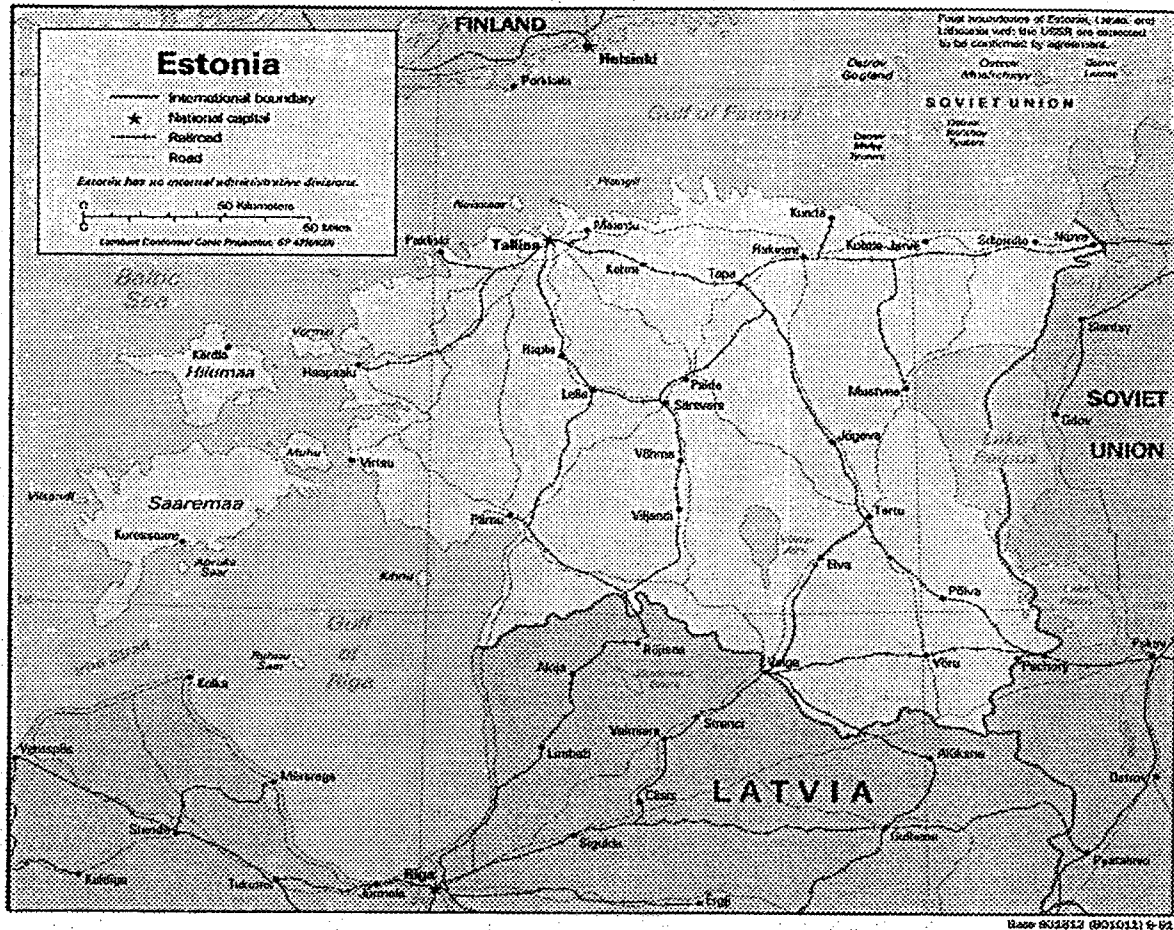


L'armée de l'air est équipée de 34 F18 dont 7 biplaces et 30 intercepteurs SAAB draken. Les pilotes s'entraînent sur 53 HAWK 51



ESTONIE

## PARTIE 2:L'ESTONIE



### Fiche technique :

**Nom officiel :** République d'Estonie.

**Superficie :** 45 227 km<sup>2</sup> (dont 1520 îles dans la Baltique, soit 9,2 % du territoire, 1512 lacs, forêts, 47 % du territoire).

**Frontières avec la Lettonie (339 km), la Russie (294 km). Côtes :** 3 794 km.

**Distances de Tallinn à Helsinki, 85 km ; Riga, 307 ; Stockholm, 375 ; Saint-Petersbourg, 395 ; Vilnius, 605 ; Paris, 2 900.**

**Altitude maximale :** Suur Munamägi 318 m.

**Population :** 1, 436 558 M hab (1997) dont 61,5 % Estoniens, 30 % Russes, 3 % Ukrainiens, 2 % Biélorusses, 1 % Finnois. **Densité :** 32 habitants/km<sup>2</sup>.

**Langues :** estonien (langue officielle), letton, lituanien, russe, finnois.

**Religions :** luthériens évangéliques, avec une minorité orthodoxe et baptiste.

**Villes :** **Tallinn** la capitale (442 700 hab) ; **Tartu** (105 800) ; **Narva** (79 100) ; **Kohtla-Järve** (56 600) ; **Pärnu** (52 000).

**Régime politique :** démocratie parlementaire depuis l'indépendance intervenue le 6 septembre 1991.

**Unité monétaire :** 1 couronne (kroon) estonienne (EEK) = 100 senti.



ESTONIE

## 2.1. GEOGRAPHIE

### 2.1.1 Généralités

Eesti Vabariik, la république d'Estonie, est le pays balte le plus septentrional, le plus petit (45 215 km<sup>2</sup>), le moins densément peuplé.

On divise en général l'Estonie *trois régions*. Au nord, une plaine peu fertile qui portait seule autrefois le nom d'Estonie ; la région de la Livonie du Nord, qui occupe le sud du pays, se prête davantage à l'agriculture ; les îles de l'ouest constituent le troisième tiers. Le drapeau du pays est celui que brandissait en 1905 l'Association des étudiants, le même qu'au moment de la première indépendance. Chaque couleur a un double sens : *le bleu représente le ciel et la confiance ; le noir, la terre et le sombre passé ; et le blanc, la neige et la liberté.*

Le fait que les Estoniens parlent une langue finno-ougrienne et que les conquérants de leur pays soient arrivés du Danemark et de Suède est à l'origine d'un sentiment répandu parmi eux : ils ont une parenté plus étroite avec la Finlande, située à 80 km, qu'avec la Lettonie limitrophe, dont ils ont pourtant partagé une grande partie de leur histoire.

Tallinn, capitale de l'Estonie et plus belle ville des pays baltes, se présente comme une enclave médiévale juchée au sommet d'une colline donnant sur le port. Au milieu des vestiges de remparts et de tours médiévales, dominés par les flèches sobres des églises protestantes, des rues pavées et sinueuses conduisent jusqu'à l'ancienne place. Pendant les jeux olympiques de Moscou en 1980, la ville a servi de vitrine aux réalisations soviétiques. Pour l'occasion, on construisit un nouveau port à l'est, près de la plage de Pirita, destiné à accueillir les épreuves de voile. Au large, la navigation à travers les îles est un plaisir incomparable.

Tartu, située plus au sud, est la deuxième ville d'Estonie, centre universitaire que la vie estudiantine a fait déborder d'animation. Narva, près de la frontière russe, est quant à elle habitée par une nombreuse population russophone. Ces ouvriers travaillent dans l'industrie des schistes bitumineux qui, source de richesse pour le pays, représente aussi un véritable danger pour la nature. Le reste de la frontière avec la Russie est délimité pour l'essentiel par l'île Peipsi, quatrième lac d'Europe par la superficie.

Des ours bruns et des castors font partie des hôtes fidèles de la forêt, qui couvre près de 40% du territoire. Elle est constituée principalement de pins, d'épicéas et de genévriers. Des marécages occupent près de la moitié des terres. On dénombre également 1500 lacs et presque autant d'îles. Les plus grandes, au large des côtes occidentales, sont celles de Hiiumaa et de Saaremaa. La partie insulaire de l'Estonie représente 10% de sa superficie.

Saaremaa et Hiiumaa sont les endroits les mieux préservés et les plus intéressants du pays. Ces îles regroupées au large de la côte occidentale étaient des points de passage possibles vers l'ouest et des postes stratégiques, ce qui leur valut d'être tenues à l'écart du reste de l'Union Soviétique.

Aucune implantation industrielle n'y était possible, et les Soviétiques n'y envoyèrent que des militaires. Après l'indépendance, les insulaires ont continué à exiger que ceux qui venaient du continent présentent un permis de visite.

D'une certaine manière, ils ont entretenu un mode de vie à part. Ils ont accumulé les monuments que leur a laissés le défilé des conquérants, mais la plupart des églises du XIII<sup>ème</sup> siècle et des manoirs du XVIII<sup>ème</sup> siècle ne sont pas restaurés. Dans toute l'Europe, il n'est pas d'endroit plus paisible que ces terres reculées où s'élèvent les premières églises en pierre jamais édifiées dans les pays baltes.



ESTONIE

## 2. 1.2 TALLINN

Située à 85 km de Helsinki dont le golfe de Finlande la sépare, et à mi-chemin entre Saint-Pétersbourg (395km) et Stockholm (405 km), Tallinn occupe un site stratégique qui, au cours des siècles, éveilla la convoitise des nations voisines, lesquelles ont toutes laissé des traces qui lui donnent une saveur particulière.

Toompea (*la colline «château»*), premier édifice élevé sur le site de Tallinn au XIème siècle, fut le noyau d'un petit village appelé «*Lindanise*». C'est en 1219, à l'époque de la conquête danoise, que la ville acquit son nom actuel, qui signifie «*ville des danois*» (Taani linn), car ces navigateurs y avaient construit un fort à la place des fortifications estoniennes d'origine. Les allemands, alors très présents dans cette région bâtirent en 1227 la première forteresse de Toompea et donnèrent à la cité le nom de Reval (qu'elle conserva jusqu'en 1918), sous lequel elle fut affiliée à la Hanse en 1248. Néanmoins, les Estoniens n'avaient pas renoncé à la reprendre, si bien qu'en 1346 les Danois finirent par vendre aux chevaliers teutoniques cette ville qui, pour être prospère, n'en était pas moins une source d'ennuis. Dès l'année suivante, les chevaliers de l'ordre Livonien la rachetèrent. Au gré des changements de maître, les commerçants continuaient à s'enrichir et les guildes à prospérer, tandis que l'actuelle vieille ville devenait toujours plus grande et plus belle.

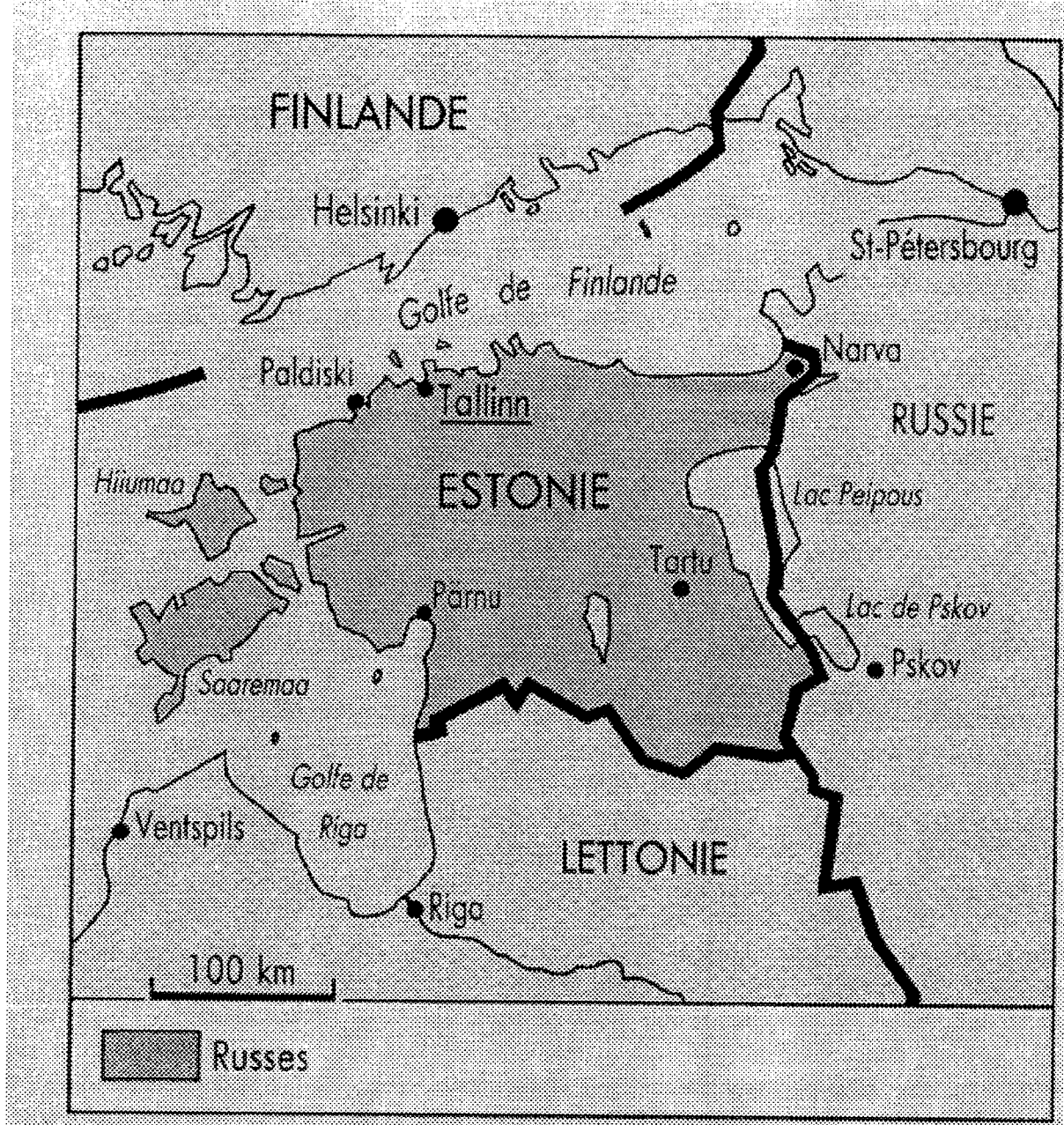
La prise de Tallinn par les Suédois, en 1561, mit un terme à l'activité commerciale entre la Russie et l'Europe, ce qui provoqua une crise économique sur laquelle vinrent se greffer les ravages de la peste. La domination suédoise dura jusqu'à la grande guerre du Nord. En 1710, les Russes s'emparèrent de Tallinn et en firent une ville de garnison. Placée sous la tutelle de cet empire pendant les deux siècles suivants, la cité s'industrialisa et s'étendit à partir du centre médiéval. En 1918, les Estoniens parvinrent à reprendre cette capitale, dont ils avaient été privés pendant près d'un millénaire, mais que les Soviétiques annexèrent en 1940. Ils y construisirent de grands quartiers monotones et encouragèrent l'immigration russe. En 1990, enfin, les Estoniens redevinrent maîtres de leur ville qui, d'un strict point de vue architectural est tout sauf «*estonienne*».

## 2.2 HISTOIRE

Parmi les peuples d'Europe centrale qui forment un Etat, les Estoniens sont les moins nombreux: un million de personnes. Ils regardent volontiers du côté d'Helsinki, par affinité linguistique. Et ils constatent -en suivant la télévision finlandaise- tout l'écart qui les sépare aujourd'hui de leurs cousins finnois, alors qu'entre les deux guerres les niveaux et genres de vie étaient comparables. Comme leurs voisins les Lettons, les Estoniens n'avaient -avant 1991- connu l'indépendance que durant vingt et un ans, de 1919 à 1940. Auparavant, la domination germanique s'était perpétuée sous la domination russe. Après sont venus cinquante ans -ou presque- de régime soviétique.



## ESTONIE



*La frontière orientale de l'Estonie date du XIIIème siècle: c'est l'une des plus anciennes et des plus stables d'Europe. La frontière méridionale, en revanche, ne date que de 1921: elle a été fixée selon des critères ethniques. Les Russes sont particulièrement nombreux dans le nord-est du pays, mais il s'en trouve aussi dans les villes importantes. Les deux îles estoniennes demeurent plus connues sous leurs noms scandinaves: Dagö (Hiiumaa) et Ösel (Saaremaa). Avant l'indépendance de l'Estonie, Tallinn et Tartu portaient respectivement les noms (germaniques) de Reval et Dorpat.*



## ESTONIE

### 2.2.1 Le régime féodal des Porte-Glaive

A la fin du XII<sup>ème</sup> siècle, les Estes (que l'on appelle aujourd'hui Estoniens) sont encore païens, comme les Finnois et les Baltes, tandis que, de l'autre côté du lac Peïpous, les Russes de Novgorod et de Pskov ont déjà adopté la religion orthodoxe. Des « croisades » commencent peu après l'an 1200. Sur la côte nord débarquent les Danois; en 1219, ils fondent Reval (que les Estoniens nomment Tallinn, « la ville des Danois ») et y établissent un évêché dépendant de l'archevêque (danois) de Lund. Du sud viennent les chevaliers Porte-Glaive, membres d'un ordre allemand créé à Riga en 1202. Allemands et Danois ne tardent pas à coopérer, tant pour soumettre les Estes que pour tenir les Russes à distance. De ce côté, quelques batailles (dont celle remportée en 1242 par Alexandre Nevski sur les glaces du lac Peïpous) permettent d'arrêter une frontière qui ne bougera plus ensuite. En 1347, les Danois vendent leur part d'Estonie aux Porte-Glaive et s'en vont.

Le régime féodal que les chevaliers Porte-Glaive établissent repose sur une répartition très simple des rôles: aux Estoniens -convertis au catholicisme- celui de serfs, aux Allemands celui de seigneurs. Reval et Dorpat (celle-ci fondée par les Russes dès le XI<sup>ème</sup> siècle) deviennent de prospères villes hanséatiques, aux avant-postes du commerce avec Novgorod.

### 2.2.2 L'Estonie Suédoise

La Réforme luthérienne, prêchée à Tallinn en 1524, jette un grand trouble dans le domaine des chevaliers Porte-Glaive. Le Tsar Ivan le Terrible pense l'heure de la conquête arrivée et, s'emparant de Narva et de Dorpat, déclenche en 1558 la guerre de Livonie. Ses troupes tartares sèment la terreur. Les autres puissances intéressées réagissent: en 1561, elles se partagent les territoires convoités. La Suède prend L'Estonie (ce qu'on nomme ainsi à l'époque correspond au nord de l'Estonie actuelle) et l'île de Dägo; le Danemark, l'île d'Ôsel; la Pologne, la Livonie (qui inclut le sud de l'Estonie actuelle). Il revient ensuite au roi de Pologne de chasser les Russes, ce qui prendra près de vingt ans.

Les Russes étant hors jeu, les Suédois -bientôt au faite de leur puissance- manifestent leurs ambitions: après douze ans de guerre, la Pologne doit, en 1629, leur céder la Livonie; en 1645, le Danemark doit à son tour abandonner Ôsel. La mainmise suédoise sur l'Estonie y assoit définitivement la victoire de la réforme luthérienne. Mais bien que des textes religieux soient publiés en estonien, la culture allemande ne cesse de régner, de même que la société demeure dominée par les aristocrates terriens de souche allemande (dits « barons baltes ») et par les bourgeois et négociants héritiers de la Hanse. Fondée en 1632, l'université de Dorpat dispense ses enseignements en allemand.

### 2.2.3 L'Estonie Russe

Déterminé à obtenir une façade sur la Baltique, le Tsar Pierre le Grand attaque les Suédois en 1700. Charles XII le défait aussitôt, puis s'en va guerroyer en Pologne...pour finir vaincu par les Russes, en 1709 à Poltava. Le Tsar peut alors s'emparer de l'Estonie et de la Livonie, dont le traité de Nystad (1721) confirme l'annexion. L'Estonie va faire partie de l'Empire russe jusqu'à la Première Guerre mondiale.

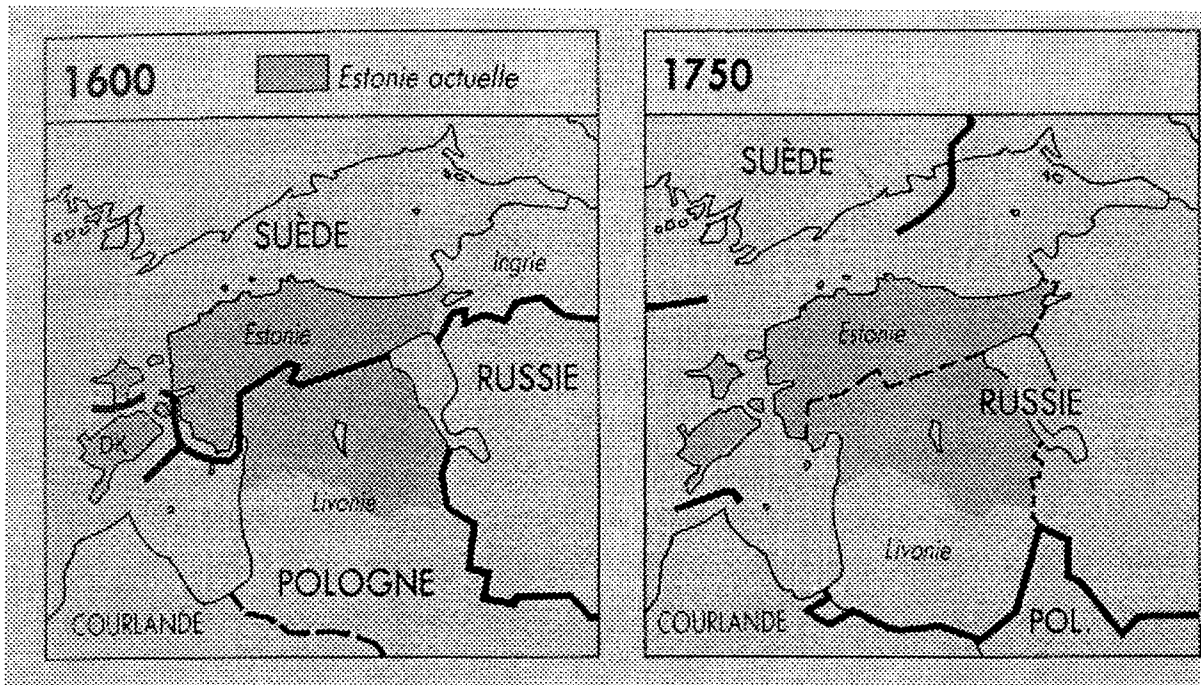
A dire vrai, le régime russe ne change rien à la vie quotidienne: les Allemands tiennent toujours le haut du pavé. Les « barons baltes » deviennent officiers dans l'armée du Tsar. Seuls les



## ESTONIE

pasteurs luthériens (eux-mêmes allemands) continuent de s'intéresser à leurs ouailles estoniennes: en 1739, paraît une bible en estonien. Elle fixe la langue et conduira, au siècle suivant, à l'écllosion d'une littérature nationale, très liée à sa voisine finnoise: au poème épique finnois Kalevala répond le Kalevipoeg estonien.

A la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, l'Estonie (comme les autres provinces allogènes de l'Empire) subit cependant une politique brutale de russification: le russe devient seul autorisé dans l'administration; il remplace l'allemand à l'université de Juev, nouveau nom (russe) de Dorpat. On construit même, en 1900, une cathédrale orthodoxe à Tallinn.

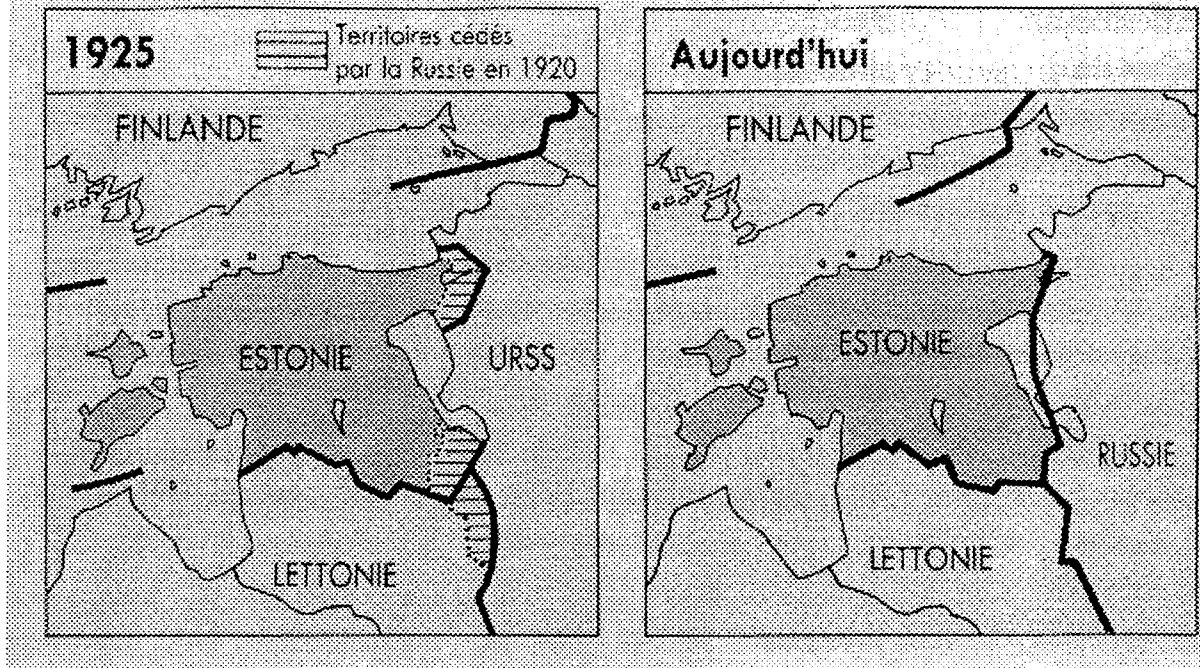


1600. Suédois, Danois et Polonais se sont partagés l'ancien domaine des chevaliers Porte-Glaive.

1750. Le pays estonien, incorporé à l'Empire russe en 1721, en fera partie jusqu'en 1917.



## ESTONIE



1925. L'Estonie indépendante résulte de la fusion de l'Estonie historique et de la moitié (peuplée d'Estoniens) de la Livonie. Les Russes ont consenti à l'est un déplacement de frontière.

Aujourd'hui. Depuis 1940, la frontière avec la Russie emprunte à nouveau le tracé traditionnel.

### 2.2.4 L'accession à l'indépendance

Quand éclate la révolution d'Octobre, l'Estonie est toujours aux mains de l'armée russe. En février 1918, pour accélérer le cours des négociations entreprises avec les bolcheviks, les troupes allemandes s'avancent à travers le pays jusqu'à la Narva; Au traité de Brest-Litovsk (3 mars 1918), la Russie abandonne, entre autres territoires, l'Estonie et la Livonie à l'Allemagne. Celle-ci tente alors d'organiser un Baltikum placé sous sa dépendance.

L'armistice du 11 novembre 1918 met un terme à ces ambitions: dès le lendemain, un Conseil national proclame l'indépendance de l'Estonie. Mais de son côté, le gouvernement bolchevique dénonce (le 13 novembre) le traité de Brest-Litovsk et lance ses troupes derrière les armées allemandes qui évacuent; en janvier 1919, les Russes parviennent à trente kilomètres de Tallinn. Une contre-offensive estonienne, soutenue par la flotte britannique en Baltique et des volontaires finlandais, les refoule rapidement jusqu'à Narva. Le traité de Tartu, signé le 2 février 1920 avec la Russie, consacre l'indépendance de l'Estonie. Elle y gagne des territoires: la rive droite de la Narva, le district d'Izbornsk. Les principales puissances reconnaissent l'Estonie en janvier 1921. Un pacte de non agression sera conclu avec l'URSS en 1932.

Dès 1919, une loi agraire a éliminé l'influence des « barons baltes ». Après quoi l'agitation communiste et des menaces fascistes conduisent à l'instauration, en 1934, d'un régime autoritaire dirigé par le président Paets et le général Laidoner, héros de la guerre d'indépendance.



ESTONIE

### 2.2.5 L'Estonie Soviétique

Le protocole secret annexé au Pacte germano-soviétique du 23 août 1939 place l'Estonie dans la sphère d'intérêt de l'URSS. A la fin de septembre, celle-ci exige et obtient que lui soit concédées des bases militaires: les îles de Hiiumaa et Saaremaa et le port de Paldiski. La « guerre d'hiver » avec la Finlande retarde la suite du processus, qui reprend en juin 1940: occupation par les troupes soviétiques le 17, manifestations populaires le 21, désignation d'un nouveau gouvernement, interdiction des formations politiques autres que le parti communiste et ses alliés, élections marquées par la victoire de l'Union des travailleurs d'Estonie, proclamation d'une république socialiste soviétique le 21 juillet et, pour finir, demande d'intégration à l'URSS, acceptée le 1er août. La frontière retrouve son tracé d'avant 1920. La minorité de langue allemande (25000 personnes) est transférée en Allemagne. L'épuration systématique des anciens dirigeants aboutit à des déportations massives le 14 juin 1941.

Le 22 juin, les troupes allemandes envahissent l'URSS et occupent l'Estonie au cours de l'été. De 1941 à 1944, le pays va faire partie du Reichkommissariat d'Ostland, placé sous l'autorité du théoricien nazi Alfred Rosenberg (lui-même né à Tallinn). Les Russes attaquent Narva en février 1944, mais la reconquête de l'Estonie (redevvenue république socialiste soviétique) ne s'achève qu'en novembre. Les troupes allemandes évacuent alors l'Estonie par mer, avec ce qui reste de la division SS estonienne Estland, constituée pour défendre Narva contre les Russes.

A partir de 1940, chaque changement de régime s'est traduit par une épuration, des exécutions et des déportations: les nationalistes estoniens estiment le nombre des victimes à 52000 en 1944-1945, 95000 en 1946-1953.

Outre la répression du nationalisme, deux phénomènes majeurs -et concomitants- marquent les années de régime soviétique: l'implantation de complexes industriels ne dépendant que des directives de Moscou et l'afflux d'une population russe de cadres, techniciens, ouvriers qualifiés.

### 2.2.6 L'Estonie retrouvée

Approuvée par référendum en mars 1991, puis proclamée le 20 août, l'indépendance est reconnue par l'URSS le 6 septembre. Aussitôt se pose la question de la citoyenneté estonienne. Elle n'est attribuée automatiquement, en 1992, qu'aux citoyens d'avant 1940 et leurs descendants, ce qui exclut la plupart des Russes. Il en est résulté des incidents, notamment en juin 1993 à Narva (où les Russes sont très majoritaires), et un regain de tension avec la Russie, qui a retardé le retrait d'Estonie des troupes ex-soviétiques.

La constitution adoptée en 1992 instaure un régime parlementaire et une présidence forte. Lennart Meri est élu président de la république en octobre 1992. Il succède à Arnold Rüütel, qui dirigeait l'Estonie depuis la fin des années quatre-vingt.



ESTONIE

## **2.3 L'Economie**

### **2.3.1 De l'indépendance à l'Europe**

L'Estonie a manifestement réussi son passage à l'économie de marché. La réussite de sa transition économique repose sur la réforme monétaire de 1992. En deux jours, tous les roubles en circulation dans le pays ont été échangés au taux de 10 contre 1 EEK. Parallèlement, l'Estonie mettait en place le système de « l'office monétaire » qui garantissait la convertibilité de la monnaie estonienne en deutsche Mark au taux de 1 DM pour 8 couronnes estoniennes avec une marge de fluctuation de plus ou moins 3%. Le sort du pays a dès lors été scellé à l'investissement étranger et aux recettes de l'exportation. La production estonienne a beaucoup chuté après la rupture des circuits commerciaux de l'U.R.S.S. et elle s'est accompagnée d'un taux de chômage réel dont l'estimation variait de 6 à 8 %.

Faiblement endetté, le pays balte adopte une politique budgétaire stricte ce qui lui vaut les encouragements du FMI. Dès 1993, le redressement de l'économie estonienne s'accélère. La production nationale est inférieure de 60 % à son niveau d'avant l'indépendance, mais elle se redresse grâce à la politique de privatisation et à la réorientation du commerce extérieur vers l'Europe de l'Ouest. Les années suivantes voient le retour à la croissance. La conduite d'une politique monétaire rigoureuse a raison de l'inflation qui enregistre un fort recul. Les privatisations s'accroissent.

Les relations de l'Estonie avec la Suède et la Finlande l'ont de fait rapprochée de l'Union européenne (70 % de son commerce extérieur) au moment de l'élargissement de celle-ci à quinze membres. L'accord de libre-échange a été signé avec elle le 18 juillet 1994 et est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1995 pour être ensuite intégré dans l'accord d'association signé le 12 juin 1995. En mars 1995, le changement de majorité politique intervenu à la faveur des élections législatives ne se traduit pas par un changement de ligne économique, même si le nouveau gouvernement se montre plus disposé à compenser le coût social des réformes, notamment pour les retraités et les paysans. Les bons résultats économiques maintiennent l'Estonie en tête des pays Baltes. L'inflation continue à diminuer et les investissements étrangers à augmenter. Seule la balance commerciale reste déficitaire, et de façon croissante. La politique de privatisation se poursuit: 50% des entreprises industrielles et 90% dans le commerce et les services.

En 1996, l'Estonie continue à enregistrer la croissance la plus élevée des pays Baltes. Le gouvernement poursuit avec succès sa lutte contre l'inflation et le déficit commercial.

### **2.3.2 La vie économique**

Le plus petit des trois états baltes a progressé dans son travail de préparation à l'Union Européenne. En 1997, les succès économiques de l'Estonie lui valent d'être sélectionné parmi les prochains candidats à l'adhésion à l'UE. Sur le plan interne, la priorité gouvernementale a été donnée au suivi des recommandations européennes. Son taux de croissance progresse. Son taux d'inflation et son déficit budgétaire diminuent. Seul le déficit de sa balance commerciale reste préoccupant.



## ESTONIE

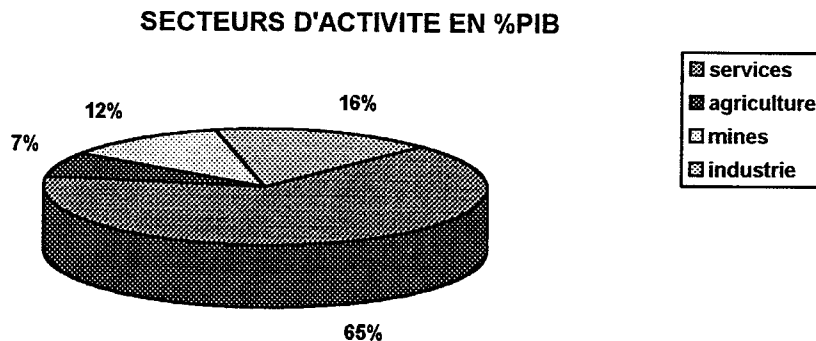
La rapidité avec laquelle cette ex-république soviétique s'est convertie à l'économie de marché et le respect des critères minimum attendus d'une démocratie ont valu à ce pays de 1,4 millions d'habitants de damer le pion à ses voisins baltes dans la course à l'Europe. De quoi consoler les Estoniens de ne pas avoir été retenus par l'OTAN pour sa première vague d'élargissement à l'Est.

Comme pour donner raison à Bruxelles, le pays balte s'est offert un confortable taux de croissance de 11% en 1997, contre un «petit» 5% l'année précédente. L'Estonie devrait enregistrer un excédent budgétaire en 1998 d'environ 2% du PIB. Bien que toujours important, le taux d'inflation toujours plus élevé que chez ses voisins, devrait baisser à 9% (11% en 1997). En revanche, le déficit de la balance commerciale, gros point noir de l'économie, est loin d'avoir été comblé et représente 20% du PIB. Et ce, en dépit de la flambée du tourisme (2.5 millions de visiteurs en 1997) et de la hausse des recettes de transit des marchandises. Le taux de chômage réel avoisinerait les 9%.

Par ailleurs le secteur bancaire s'est consolidé grâce à une série de fusions. L'Estonie a commencé à libéraliser le secteur des télécommunications, ce qui à moyen terme lui permettra de se conformer à l'acquis communautaire.

Il reste à ce pays à poursuivre ses efforts notamment : l'harmonisation des lois, la restructuration de l'administration et du secteur agricole, et enfin l'accélération de l'intégration de la minorité russe.

### 2.3.3 Les secteurs



#### 2.3.3.1 L'agriculture

Elle assure l'autosuffisance et une partie des exportations. Les principales cultures de l'Estonie sont l'avoine et la pomme de terre. L'exploitation forestière assure une industrie du bois diversifiée. La pêche est très active et alimente une industrie primordiale pour l'économie du pays avec des prises de l'ordre de 80 kilos par homme. L'Estonie dispose d'un cheptel développé par rapport à la taille de la population: 450000 bovins et 400000 porcins.



**ESTONIE**

### **2.3.3.2 Industries et services**

Ce secteur d'activité économique est en pleine mutation. L'Estonie est au 18<sup>ème</sup> rang mondial de l'exploitation de lignite qui alimente les centrales thermiques. L'industrie assez diversifiée a beaucoup souffert de la dislocation de l'URSS. Ainsi, l'estonie subit une chute de 60% de sa production entre 1989 et 1995, notamment dans les secteurs de la chimie et de la mécanique. Actuellement, cet état balte affiche la volonté de développer les secteurs de l'agroalimentaire (pêche et conserveries) et du traitement du bois (bois d'oeuvre, papier, contreplaqué, meubles).

### **2.2.3.3 Le commerce**

Les principaux pays fournisseurs de l'Estonie sont l'Union Européenne (en particulier la Suède et l'Allemagne) (64,5%), la fédération de Russie (16,8%) et la Finlande (29,1%). L'Estonie importe des minéraux, des véhicules et machines, du textile et des vêtements et des produits alimentaires.

Les exportations estoniennes se font à destination de l'Union Européenne (51%), de la fédération de Russie (24,9 %) et des Pays Baltes (14 %). L'Estonie exporte du bois et des métaux, des produits alimentaires, des textiles et vêtements.



ESTONIE

## 2.4 SYSTEME POLITIQUE ESTONIEN

L'Estonie est une jeune démocratie parlementaire indépendante et souveraine dont la constitution remonte au 28 juin 1992. Elle est représentée comme le successeur légal de la république indépendante qui a existé de 1918 à 1940. Ses principales caractéristiques sont les suivantes : un président de la république élu par le parlement et dont les prérogatives sont relativement faibles, un parlement à chambre unique, une très faible délocalisation du pouvoir politique ainsi qu'un nombre très grand de partis politiques. La constitution de 1992 est imprégnée par le respect des droits fondamentaux de l'homme (chapitre 2) ce qui dénote d'un passé récent particulièrement difficile. Si la république est indépendante, elle a subi de nombreuses pressions de la Russie sur le problème délicat des minorités russes et de la définition de la citoyenneté estonienne.

### **2.4.1 Le Président de la république**

Le président de la république est le chef de l'Etat mais il n'est doté que de pouvoirs limités. Il est élu par le parlement à la majorité des deux tiers. Si cette majorité n'est pas acquise au premier vote, un deuxième tour est organisé. Dans ce cas, un congrès extraordinaire réunissant les 101 députés et les présidents des conseils régionaux et des collectivités locales se charge d'élire le président. Le mandat présidentiel est fixé à 5 ans et ne peut être renouvelé qu'une seule fois.

Le président de la république est le représentant officiel de L'Estonie sur le plan international. Il nomme et révoque, à ce titre, sur recommandations du gouvernement les représentants diplomatiques de la république. C'est dans ce domaine que ces pouvoirs sont les plus grands.

Dans le domaine législatif, il initie les amendements et promulgue les lois votées par le Parlement. Il dispose néanmoins d'un droit de veto et peut s'adresser à la cour nationale pour résoudre un conflit entre lui et le parlement. Quand le Parlement n'est pas en mesure de se réunir, le Président peut émettre des édits co-signés par le président du parlement et le Premier Ministre. Ces édits sont confirmés ou abrogés dès que le parlement peut se réunir.

Le Président soumet à l'approbation du Parlement le candidat choisi pour assumer le poste de Premier ministre. Il nomme et révoque les membres du gouvernement sur recommandation du Premier ministre.

Le Président est le commandant en chef de la défense nationale estonienne. Il peut proposer au parlement de déclarer l'Etat de guerre, l'état d'urgence ainsi que les ordres de mobilisation et de démobilisation. Cet accord parlementaire n'est cependant pas nécessaire dans le cas où l'Estonie ferait l'objet d'une agression armée.

En cas de vacance permanente c'est le président du parlement qui assume les fonctions présidentielles, ses responsabilités sont alors moindres. Devant une impossibilité présidentielle supérieure à trois mois, le parlement est tenu de procéder à de nouvelles élections dans les 14 jours.

Le Président M. Lennart MERI, sans parti, mais soutenu par « pro Patria » occupe ce poste depuis 1992, il a été réélu en octobre 1996.



ESTONIE

#### 2.4.2 Le Premier ministre et le gouvernement

Il est aussi chef du gouvernement. Si les deux candidats proposés par le Président de la République ne sont pas investis par le Parlement, ce dernier désigne lui-même le Premier Ministre. Il constitue son gouvernement sur une base de 14 ministres au maximum dont 11 en charge de ministères.

Le gouvernement présente automatiquement sa démission si le Premier ministre démissionne ou meurt ou si le Parlement vote une motion de censure à son égard.

M. Mart SIMANN est Premier ministre. Son gouvernement est minoritaire, de tendance centre gauche, et est constitué par des membres du Parti de la Coalition et de l'union du peuple rural. Le gouvernement s'est engagé à poursuivre la politique de réformes économiques tout en prônant davantage de solidarité pour les plus démunis et en mettant l'accent sur le développement des zones rurales par une politique de décentralisation.

#### 2.4.3 Le Parlement

C'est la pièce centrale du système politique estonien. Le parlement est un corps législatif unicaméral, le Riigikogu, qui est composé de 101 membres élus pour 4 ans à la proportionnelle. Pour éviter une trop grande représentation de petits partis, un parti politique ne peut siéger sans avoir obtenu au moins 5% des voix. Les dernières élections législatives remontent au 5 mars 1995. Les parlementaires doivent être citoyens estoniens et ne sont élus que par des citoyens estoniens. Depuis 95, la majorité parlementaire est de centre-gauche.

Le parlement dispose des pouvoirs suivants : adopter les lois, ratifier ou dénoncer les traités internationaux, déclarer l'état d'urgence ou de guerre, élire le président de la république, investir le Premier ministre choisi par le Président de la république ou en nomme un autre, autorise le Premier ministre à former son gouvernement, décide d'un droit de censure à l'égard du gouvernement ou du Premier Ministre, décide de la tenue de référendums et nomme certains hauts responsables.

#### 2.4.4 Les Partis politiques

Il suffit de 1000 membres citoyens, pour créer un parti politique. Au total, 33 partis politiques coexistent dans le paysage politique estonien. Cette caractéristique est une faiblesse du système politique estonien qui impose de fait une majorité impossible au Riigikogu et un jeu d'alliance permanent et changeant. La pratique est telle qu'il est assez difficile de suivre sur 10 ans la vie d'un parti qui est amené par un jeu d'alliance à changer de nom très régulièrement. Aux élections législatives de 95, les principaux partis politiques suivants étaient représentés.

**Le Parti Pro Patria** ( parti de l'indépendance nationale) droite ultra libéral et nationaliste favorable à une Europe des patries - 7,9%

**Parti du peuple républicain** et conservateurs partisans de la droite traditionaliste - 5%

**Le Parti des Réformes** libéral classique favorable à l'UE - 16,2%

**l'Alliance Parti de la Coalition - Union du peuple rural** rassemble plusieurs petits partis et de nombreux cadres de la nomenklatura - Social libéral favorable à l'UE - 32,2%

**Le Parti du Centre** social libéral plutôt favorable à l'UE - 14,2%



## ESTONIE

**Notre maison l'Estonie** parti des russophones nationalisés - 5,9%

12,6 % des estoniens n'ont pas de représentant au parlement puisque leur parti n'atteint pas les 5 % nécessaires. La coalition communiste (parti démocratique pour le travail) n'a obtenu que 2,26% des voix et il existe un petit parti communiste clandestin.

### 2.4.5 Le système administratif

L'Estonie compte 15 circonscriptions et 6 villes à statut particulier : Tallinn, Tartu, Narva, Kohtla, Pärnu et Sillamäe. Le conseil régional est le représentant du gouvernement national dans la région. Il exécute et coordonne les fonctions administratives du gouvernement. A ce titre, il s'apparente davantage à une préfecture française qu'à un conseil régional ou général. L'autonomie ne s'exerce qu'à l'échelon municipal au travers 254 conseils municipaux. Le conseil local est composé de citoyens estoniens élus pour trois ans par des résidents de plus de deux ans dans le pays (citoyens ou non-citoyens estoniens). Ce conseil, dirigé par le maire élu pour trois ans, peut présenter au gouvernement des propositions en vue d'adopter ou de modifier les lois.

## 2.5 LES RELATIONS EXTERIEURES

Un demi-siècle après le pacte germano-soviétique et la soviétisation forcée, avec une industrialisation au seul service du dominateur et la disparition de plus de 10% de la population en déportation, les Etats Baltes ont accédé à l'indépendance en recouvrant leur souveraineté. Ils connaissent l'allégresse de pays libérés à travers une émancipation forcément maladroitement vis à vis de leur grand voisin bien présent.

### 2.5.1 Les minorités russes.

Elles sont le résultat d'une immigration importante de main d'oeuvre pour répondre à l'industrialisation poussée des Etats Baltes. Elles sont également le résultat d'une action systématique et planifiée qui a commencé par l'annexion de l'Estonie en 1940. La situation est actuellement la suivante:

	nationaux	Russes	Biélorusses	Ukrainiens	Polonais	autres
Lettonie	58,4 %	30,2 %	4,2 %	2,8 %	2,5 %	1,9 %
Estonie	64,2 %	28,7 %	1,55 %	2,65 %	****	2,9 %

Cela ne constitue bien sûr qu'une moyenne. Certaines villes offrent des disproportions bien plus flagrantes comme Narva, située à la frontière entre l'Estonie et la Russie, qui comporte 90% de population russophone avec une municipalité estonienne uniquement. Cette proportion est de 70% pour Riga en Lettonie.

Ces minorités présentent un risque pour l'unité et la cohésion des pays avec la demande éventuelle de création de statuts autonomes ou d'un rattachement à Moscou. Elles justifient, aux yeux de Moscou, la pratique d'un véritable droit de regard, accompagné parfois de sanctions économiques ou de menaces.



## ESTONIE

La politique à l'égard de ces minorités a dû concilier la volonté de construire un Etat démocratique et le souhait de rétablir un meilleur équilibre démographique. Par ailleurs la solution de l'intégration s'est opposée à un esprit de revanche mal étouffé.

Dans la pratique, la majorité des russophones arrivés après la seconde guerre mondiale est soumise à une procédure de naturalisation lente et compliquée. La méconnaissance du letton ou de l'estonien est notamment un frein à la naturalisation. La Lettonie, plus tranchée, a établi un statut de non-citoyen associé à un passeport, ce qui est fortement critiqué par Moscou. Toutefois l'OSCE, attentive au processus d'intégration des russophones, émet des recommandations généralement prises en compte dans l'élaboration des nouvelles législations. Cela permet d'éviter l'écueil de constituer un Etat binational de fait.

En définitive, un intérêt bien compris de chacune des communautés semble prédominer. Les populations d'origine russe entendent profiter des rapides progrès économiques et d'un niveau de vie relativement élevé, et les Baltes ne semblent pas tentés par l'extrémisme. Compte tenu du passé violent marqué par l'occupation soviétique et la déportation, la situation peut être considérée comme sereine en dépit des tentatives de dramatisation de Moscou.

### **2.5.2 La question des frontières.**

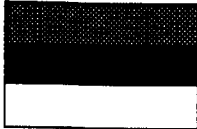
Le redécoupage par l'URSS en 1944 des territoires estoniens et lettons aux dépens de ces derniers est considéré comme intangible par la Russie. Après avoir abandonné l'idée d'une restitution totale de leurs anciens territoires. L'Estonie et la Lettonie ont limité leurs exigences à quelques ajustements mineurs. Aucun document n'a encore été signé avec la Russie mais la capacité de négociation des Etats Baltes reste limitée. En effet tout différent frontalier peut entraver le processus d'adhésion à l'UE, voire ultérieurement à l'OTAN.

### **2.5.3 La position russe sur la sécurité régionale.**

Les Russes, très attachés aux Etats Baltes, ont une approche émotionnelle des relations avec leurs anciennes républiques. Par ailleurs ces dernières présentent un intérêt stratégique évident: les Pays Baltes ont une frontière commune avec la Russie et sont à proximité de la deuxième ville russe, Saint Pétersbourg, dont le port est isolé dans le fond du Golfe de Finlande. Enfin, Kaliningrad, fortement militarisée, est à présent enclavée.

Ainsi, à défaut de reconstituer la totalité de l'ancien glacis de défense, la Russie cherche à établir de nouvelles coopérations en multipliant les initiatives et les offres visant à ramener les « enfants égarés » à de meilleures dispositions. L'établissement de garanties mutuelles de sécurité et d'accords de bon voisinage est ainsi l'objectif affiché de la Russie. L'une des preuves de cette bonne volonté est l'annonce, en décembre 1997 par le président russe, de la réduction de 40% des forces terrestres et navales sur le flanc nord-ouest du pays, c'est à dire aux frontières des régions baltes

Autant dire que la perspective, à plus ou moins long terme, d'élargissement de l'OTAN aux Etats Baltes est considérée par la Russie comme une intrusion des Occidentaux dans sa sphère légitime d'influence. La seule perspective acceptable est à ses yeux le maintien du non-alignement des Etats Baltes.



ESTONIE

#### 2.5.4 Le recours de l'adhésion à l'OTAN.

Les Pays Baltes considèrent l'OTAN comme le principal garant de la sécurité en Europe, et ont exprimé officiellement dès 1994 leur demande d'adhésion. Ce souhait nécessite toutefois de pouvoir répondre, entre autres, aux questions suivantes:

- Quel est l'apport dans le domaine militaire des Etats Baltes à l'OTAN en regard de la difficulté que représente la défense éventuelle, qu'exige l'article 5, de tels Etats limitrophes d'un géant ?
- Faut-il intégrer les Etats Baltes à l'OTAN en renforçant simultanément le sentiment russe d'encerclement ?

A défaut d'y répondre immédiatement, les Etats-Unis ont accueilli les Etats Baltes au sein du Partenariat Pour la Paix en 1994, avant de signer en 1998 une charte de partenariat dans le domaine de la sécurité qui donne une possibilité, certes bien vaine, de consultation dans les situations de crise.

#### 2.5.5 L'Union européenne.

A défaut de pouvoir recevoir immédiatement des garanties fermes de sécurité, les Etats Baltes établissent patiemment les liens qui leur permettront d'être progressivement intégrés à l'Europe. Actuellement, seule l'Estonie est comprise dans le processus d'élargissement de l'UE à l'Est (Chypre, Estonie, Hongrie, Pologne, République tchèque et Slovaquie).

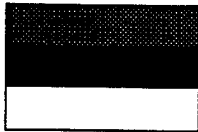
S'il semble acquis que l'Estonie a, sur le plan économique, une certaine avance sur ses deux partenaires, le critère « politique » concernant les questions du traitement des minorités russophones place l'Estonie et la Lettonie sur le même plan. Par ailleurs, comment les trois pays, qui ont commencé à réaliser entre eux une zone de libre-échange, pourront-ils la faire fonctionner de façon cohérente si l'un d'entre eux participe à une structure d'intégration économique et commerciale plus poussée? Enfin les investissements extérieurs créeront inévitablement un déséquilibre en privilégiant davantage l'Estonie aux dépens de la Lettonie et de la Lituanie.

#### 2.5.6 Une nouvelle ligue hanséatique ?

Dans le cadre de leur coopération régionale, les pays de la Baltique évoquent fréquemment les « souvenirs hanséatiques » des XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles, lorsque la Hanse regroupait plus de 150 villes et drainait par la Baltique le commerce russe et polonais.

Cette idée est encore présente lors de la création, en 1952, du Conseil nordique réunissant le Danemark, la Finlande, l'Islande, la Norvège et la Suède. L'objectif visé est l'établissement de relations commerciales et culturelles privilégiées.

Dès la fin de la guerre froide, les pays riverains ont considéré qu'il était nécessaire de restaurer les liens et les échanges qui existaient avant l'instauration du rideau de fer. Le Conseil des Etats de la Baltique (qui ne se substitue pas au conseil nordique, mais comprend, en plus, l'Allemagne, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Pologne et la Russie) fut ainsi créé le 6 mars 1993, pour coordonner la coopération tant économique que politique (à partir de 1996) et aider les pays de l'Est à réaliser leur mutation vers la démocratie et l'économie de marché.



## ESTONIE

Enfin avec l'aide de l'UEO, dont ils sont associés partenaires, les Etats Baltes participent au développement d'une force navale permanente de la mer Baltique (appelée également Corps hanséatique), qui entend jouer, à terme, un rôle de prévention des conflits régionaux afin d'éviter, autant que faire se peut, tout « retour de l'histoire ». D'ores et déjà les armées baltes se familiarisent aux opérations extérieures avec, en Bosnie, dans le cadre de la force multinationale de la SFOR, des soldats estoniens aux côtés du contingent norvégien ainsi que des Lettons et des Lituaniens aux côtés du contingent suédois et danois.

En conclusion, les Etats Baltes ne peuvent s'affranchir d'une situation géographique propres à toutes les zones-tampons où l'on voit renaître ou s'amenuiser l'indépendance d'Etats au gré des poussées de trop puissants voisins. Leur intérêt à long terme est bien sûr de s'unir, en dépit des différences, pour mieux résister à d'éventuels appétits de leur principal voisin. Toutefois, l'unique intégration de l'Estonie à l'UE ne devra par être à l'origine d'une faille supplémentaire, facilement exploitable, dans les liens qui unissent les Etats Baltes.

## **2.6 LES FORCES DE DEFENSE**

### **2.6.1 La Politique de défense**

Au lendemain de la chute du mur de Berlin, l'Ex Union Soviétique adopte la politique de la terre brûlée. En particulier dans les Etats Baltes, non membres de la CEI, toutes les installations soviétiques sont détruites. Outre le désastre écologique provoqué par une forte pollution des sols par hydrocarbures, le retrait complet des forces du pacte de Varsovie laisse les Etats Baltes sans aucun moyen de défense militaire. Il s'agit dès 1992, pour ces trois pays qui constituaient une base avancée des radars soviétiques, un pont d'envol des bombardiers stratégiques SU24, de reconstruire trois armées à partir de rien.

Les méthodes utilisées par les états dépendent des relations qu'ils entretenaient avec l'Union Soviétique. Mis à part la Lituanie qui a fait du troc avec la Russie, la Lettonie et l'Estonie ont acheté du matériel aux Russes.

La politique de défense est fortement inspirée du modèle scandinave. La doctrine adoptée par les pays Baltes est " la doctrine de défense totale ". En cas d'attaque de son territoire national, chaque état emploie tous les moyens dont il dispose pour au mieux stopper ou au pire ralentir les forces ennemies jusqu'à ce qu'une aide extérieure s'organise et vienne appuyer la lutte armée. Pour ce faire cette politique s'appuie principalement sur une défense des frontières par des gardes frontières et territoriale par les forces militaires terrestres. Cette politique trouve toute sa dimension dans une adhésion des trois pays à l'OTAN ce que la Russie voit d'un mauvais œil. Pour cette dernière, l'adhésion des pays baltes à l'Alliance atlantique représente la perte d'un glacis stratégique.

La part des dépenses pour la Défense en 1994 s'élève à environ 3,8 % du PIB pour chacun des pays.

### **2.6.2 L'Organisation de la défense**

Le président de chacune des républiques Baltes est le chef suprême de armées. Cependant, l'organisation de la défense de chaque pays diffère et s'apparente pour l'Estonie au modèle scandinave et pour la Lettonie au modèle de l'OTAN.



ESTONIE

## 2.6.4 Composition des Forces de défense

Les forces de défense de chacun des pays Baltes se composent de deux entités : les gardes frontières et les forces armées.

Les gardes frontières appartiennent au ministère de l'intérieur et rejoignent le ministère de la défense en temps de guerre. Ces unités sont en cours de professionnalisation.

Les forces armées sont formées à base de conscrits et de volontaires.

Le service national est effectué par environ 30% de la jeunesse balte. Ce contingent est peu qualifié. La durée du service militaire est de 12 mois pour l'Estonie et de 18 mois pour la Lettonie. Les cadres de cette armée de conscrit proviennent pour les plus anciens de l'Armée Rouge. En effet, ce n'est que depuis 1992, que les cadres des forces armées sont formés dans les pays baltes.

Au moment des indépendances des volontaires se sont regroupés en association de défense du territoire. Ces groupes paramilitaires à tendance ultra nationaliste ont été peu à peu intégrés dans le système de défense pour former « une garde nationale ». La mission de cette force de réserve est d'assurer la défense territoriale.

### 2.6.4.1 Les Forces armées

	ESTONIE	LETTONIE
TERRE	3300 H 5 bataillons d'infanterie, 1 bataillon de la Garde, 1 bataillon d'artillerie 1 bataillon défense aérienne 1 Cie de maintien de la paix	1500 H 1 bataillon d'infanterie, 1 Cie de maintien de la paix,
AIR	350 H base à AMARI 1 hélicoptère MI2	325 H ; base à Lielworde 5 Hélicoptères MI2; 1 L-410; 2 avions AN2.
MER	150 H; base à PALDISKI 8 patrouilleurs 2 dragueurs de mines	750 H; bases RIGA, LIEPAJA 14 patrouilleurs, , 8 autres embarcations. 1 bataillon de défense côtière.
RESERVE	6000 H 17 unités de ligue de défense	18000 H de la garde nationale 5 brigades chacune de 5 à 7 bataillons.

### 2.6.4.2 Les Gardes-frontières

ESTONIE	LETTONIE
2000 H dont 1200 conscrits base à TALLINN 4 patrouilleurs; 1 régiment; 2 avions L-410	4300 H 1 brigade à 9 bataillons Garde-côtes: 8 patrouilleurs



ESTONIE

### 2.6.5 La coopération inter-baltes

Les Etats Baltes se sont lancés dans des projets de coopération dans le domaine de la défense. Ces projets sont l'occasion pour les pays Baltes de parfaire leurs connaissances des procédures de L'OTAN, et de participer aux missions de maintien de la paix au sein de forces multinationales. Ces projets sont au nombre de quatre.

1°) Le Baltic Battallion (BALBAT)

Parrainé par le Danemark en 1994, ce projet de bataillon balte de maintien de la paix doit sa naissance à une volonté de donner une existence internationale aux Etats Baltes.

2°) Le Baltic squadron (BALTRON)

Parrainé par l'Allemagne, ce projet a pour but de créer une flotte commune de surveillance et de défense des côtes. A vocation de guerre des mines, elle contribuera à la dépollution de cette partie de la mer Baltique.

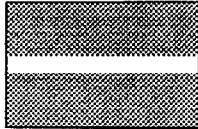
3°) Le Baltic Network (BALTNET)

Prévu pour être opérationnel en 1999, ce réseau de radars parrainé par les Norvégiens sera interopérable avec les moyens de l'OTAN.

4°) Le Baltic Defense College

Sous la direction d'un officier Danois, ce collège a vocation de former les cadres supérieurs des forces armées des trois pays. Outre l'apprentissage des procédures de l'OTAN, cette formation commune des officiers doit contribuer à sceller le sort de ces états Baltes.

A terme, les Etats Baltes envisagent de mettre en commun la défense aérienne. Actuellement les pilotes sont formés en Lettonie et entraînés en Lituanie.



LETONIE

### PARTIE3: LA LETTONIE



**Fiche technique :**

**Nom officiel :** République de Lettonie.

**Superficie :** 64 589 km<sup>2</sup> (sur la côte de la Baltique), forêts 45 %.

**Frontières avec :** Estonie, Russie, Biélorussie et Lituanie.

**Population :** 2 421 163 hab (1997) dont 51,8 % Lettons, 33,8 % Russes, 4,5 % Biélorusses, 3,4 % Ukrainiens, 2,3 % Polonais, 1,3 % Lituanien.

**Densité :** 38 habitants/km<sup>2</sup>.

**Villes :** **Riga** la capitale (924 000 hab) ; **Daugavpils** (121 974) ; **Liepaja** (104 628) ; **Jelgava** (71 332) ; **Jurmala** (59 581) ; **Ventspils** (47 484) ; **Ruzekne** (42 331).

**Langues :** letton (langue officielle), russe, lituanien.

**Religions :** luthériens évangéliques, catholiques, orthodoxes russes.

**Régime politique :** démocratie parlementaire depuis l'indépendance instaurée le 6 septembre 1991.

**Unité monétaire :** 1 lats (LVL) = 100 santimi.



LETTONIE

### **3.1 GEOGRAPHIE**

#### **3.1.1 Généralités**

La Lettonie occupe une position médiane à maints égards. Enclavée entre l'Estonie et la Lituanie, elle est le deuxième pays balte par la superficie (64 000km<sup>2</sup>) et la population (2,6 millions d'habitants). Elle se divise en quatre provinces : la Vidzeme, autre nom de la Livonie, au nord ; au centre et à l'ouest, les parties orientales (Semigalle) et occidentale de la Courlande ; la Latgale au sud-est.

La Lettonie est coupée en deux par son plus grand fleuve, la Daugava (Dvina en russe, Düna en allemand), long de 1030 km, qui a toujours servi de voie de communication et suscita très tôt la convoitise. Si Ivan le Terrible, pour qui « ses rives étaient d'argent et son lit était d'or » ne réussit pas à se l'approprier, d'autres furent plus heureux, notamment les croisés allemands qui débarquèrent à Riga, près de l'estuaire, d'où ils conquièrent la région.

Riga est la ville la plus passionnante et la plus grande des trois pays baltes. Les marchands de la Hanse y ont introduit leurs maisons et leurs entrepôts en pierre, les plus anciens datant du XV<sup>ème</sup> siècle. La ville s'enrichit au XIX<sup>ème</sup> siècle de constructions Art nouveau, dont plusieurs dues à Mikhaïl Eisenstein, père du cinéaste Sergueï Eisenstein, lui-même natif de Riga.

L'industrialisation de l'époque soviétique était destinée à faciliter la russification du pays. Les russes représentent désormais la majorité de la population des cinq villes principales, et des soldats soviétiques à la retraite se sont installés en grand nombre au bord de la mer de Riga à Jurmala, la Riviera balte.

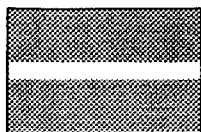
Trop grand pour n'être que duc et trop petit pour être roi, le duc Jekab de Courlande construisit un empire qui se fit connaître jusque dans les Caraïbes et en Afrique mais dont les guerres ont souvent effacé les traces. Vestige de cette grandeur passée, le palais de Rundale, qui appartenait à un duc de courlandais, demeure l'exemple le plus spectaculaire des grandes demeures dans les pays baltes.

Si belle que soit l'architecture, c'est à la campagne que se trouve l'âme de la Lettonie, car c'est au milieu des chênes sacrés que repose l'essence de ce pays et des Lettons. Pour la trouver, il faut se rendre à Lacplesis, sur la rive de la Daugava.

#### **3.1.2 RIGA**

Riga est la ville la plus grande et la plus intéressante des pays baltes. Avec 1 million d'habitants, elle paraît presque trop grande pour le pays dont elle est la capitale puisqu'elle englobe près du tiers de la population. Les soviétiques y ont mené une politique de russification telle que cette ville jadis cosmopolite était devenue russe à 70%.

Pendant trois mille ans, les eaux libres de glaces de cette cité qui se trouve à 8km de la baie de Riga ont servi de porte aux terres continentales, grâce à la Daugava qui baigne la ville. La prospérité d'antan transparait dans les églises, dans les maisons des guildes et dans l'une des plus grandes collections de bâtiments Art nouveau d'Europe. Dans les années 1970, des fonds furent débloqués pour la restauration de la ville. Bien que des artisans polonais aient travaillé presque deux décennies sur des ensembles délabrés, il reste beaucoup à faire. Les habitants de Riga bénéficient du privilège d'être bien placés pour accéder à Jurmala, plage située à l'embouchure de la Daugava où, pendant l'annexion soviétique, des estivants venus de toutes les républiques venaient passer l'été.



LETTONIE

### 3.1.3 LA COURLANDE

Partie la plus occidentale de la Lettonie, l'ancienne Courlande (Kurland en allemand), doit son nom aux Coures, qui furent parmi les premières populations à s'y installer. Ce peuple de marins, aujourd'hui disparu, auquel l'ambre avait apporté la fortune, était maître de la cote avant les croisés allemands. Cette riche région est bornée au sud par la Lituanie, à l'est par la Semigalle et baignée au nord et à l'ouest par la Baltique.

Son littoral est un cordon continu de sable blanc qui commence au nord de la ville lituanienne de Palanga, se poursuit jusqu'à la péninsule de Kolka, où elle bifurque pour redescendre dans la baie de Riga vers le village de pêcheurs de Mersrags et le lac Engure. Elle borde ensuite Jurmala, la grande station balnéaire de Lettonie, puis la Semigalle. Cette façade maritime servit aux soviétiques à des fins militaires et ce n'est qu'en 1991 qu'elle est accessible au public, ce qui explique que les plages soient encore, pour la plupart, peu fréquentées, même en plein été. La Courlande (Kuzeme), qui compte avec Ventspils et Liepaja deux des plus grands ports de Lettonie, a connu une prospérité et une relative autonomie qui lui valent un statut un peu à part.

## 3.2 HISTOIRE

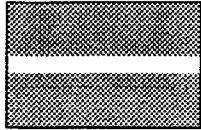
Le nom même de Lettonie date du XXème siècle. On ne connaissait auparavant que la Courlande et la Livonie. Riga passait pour une ville allemande, à moins qu'elle ne fût russe... Authentiquement baltes comme les Lituaniens, les Lettons ont partagé l'essentiel de leur histoire avec les Estoniens. Leur accession à l'indépendance fut particulièrement dramatique et le régime soviétique plus pesant encore que dans les autres républiques baltes, y compris après la mort de Staline. Les Lettons ne représentent aujourd'hui que 52% de la population de leur propre pays.

### 3.2.1 La Domination Allemande

L'histoire des Lettons commence à l'embouchure de la Daugava: des missionnaires envoyés par l'archevêque de Brême en sont chassés en 1198. Deux ans plus tard, une flotte importante installe un nouvel évêque, qui fonde la ville de Riga. Dès 1202 s'y organise l'ordre des chevaliers Porte-Glaive, composé d'Allemands. Ceux-ci entreprennent aussitôt la conquête de la Livonie (qui les mène jusqu'en Estonie et les oblige à se mesurer aux Russes) et celle de la Courlande, où ils se heurtent vite à la résistance indomptable des Lituaniens. (A peu de chose près, la frontière établie avec ceux-ci au XIIIème siècle reste la même aujourd'hui).

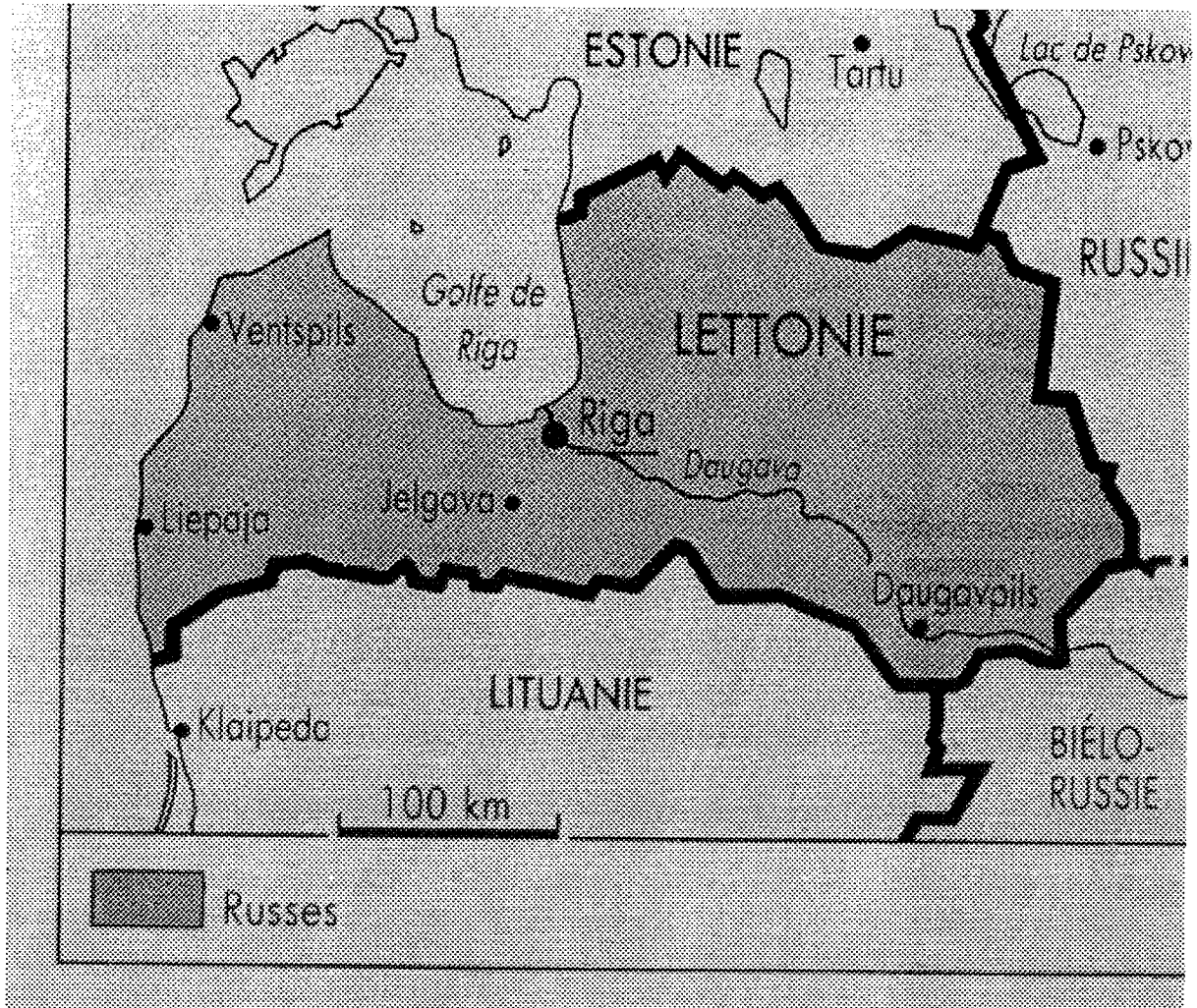
Comme en Estonie, les Porte-Glaive mettent en place un régime féodal fondé sur le servage des autochtones tandis que les négociants allemands dominent dans les villes: Riga, très importante place hanséatique, Windau (Ventspils), Mitau (Jelgava), Dünaburg (Daugavpils).

La réforme, introduite à Riga en 1522, puis les assauts d'Ivan le Terrible à partir de 1558 vont conduire, en un siècle, à l'éclatement du pays letton en trois parties. En 1561, la Livonie, Riga comprise, passe au royaume de Pologne, tandis que le dernier grand maître des Porte-Glaive, Gotthard Kettler, tout en reconnaissant la suzeraineté polonaise, conserve la Courlande et se mue de la sorte en grand-duc d'un Etat sécularisé et luthérien. Au début du XVIIème siècle, la Livonie devient suédoise, à l'exception de la région de Daugavpils (dite



LETTONIE

Livonie « intérieure ») qui reste à la Pologne. Ces trois territoires vont connaître, jusqu'à la fin du XVIIIème siècle, des destins très différents.

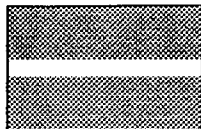


*La Lettonie s'ordonne de part et d'autre de la Daugava. A son embouchure, Riga, la capitale, abrite le tiers de la population de la république. Avant l'indépendance, la partie au sud de la Daugava se nommait Courlande (capitale: Mitau, en letton Jelgava); la partie au nord formait, avec le sud de l'Estonie actuelle, la Livonie (capitale: Riga). Une forte proportion de Russes subsiste dans la région de Dauvgapils (Livone intérieure), rattachée à la Russie proprement dite en 1772. Les Russes sont en outre très nombreux à Riga et dans les autres villes du pays. La frontière sud, avec la Lituanie, n'a pas varié depuis le XIIIème siècle. La frontière nord, avec l'Estonie, date de 1921.*

### 3.2.2 Les deux LIVONIES et la COURLANDE

La Livonie proprement dite, polonaise de 1561 à 1629, puis suédoise (ce qui assure le triomphe du luthéranisme), devient russe en 1710 avec la prise de Riga par Pierre le Grand (annexion confirmée au traité de Nystad en 1721). Sous le régime russe, les Allemands conservent tous leurs privilèges.

La Livonie intérieure reste polonaise bien plus longtemps. Les jésuites y exercent une forte influence (fondation d'un collège à Daugavpils, intérêt porté à la langue lettonne pour



## LETTONIE

contrecarrer l'action des pasteurs luthériens, etc...), si bien qu'aujourd'hui encore un tiers de la population lettonne est de religion catholique, surtout dans l'Est du pays. La Livonie intérieure passe dans l'Empire russe en 1772, lors du premier partage de la Pologne.

En Courlande, la dynastie fondée par Kettler maintient en place une véritable principauté allemande: les « barons baltes » et les pasteurs dominent totalement le pays, et cela sera encore vrai au début du XXème siècle. La Courlande connaît, au XVIIème siècle, une remarquable prospérité: à un moment, elle possède même des colonies (Tobago aux Antilles)! Le dernier Kettler meurt en 1732. Anna Ivanovna, veuve depuis 1771 de son prédécesseur, est devenue en 1730 tsarine de Russie. Elle donne alors la Courlande à son favori Biron, un Allemand local qui est aussi...Premier ministre de la Russie depuis le début de son règne. A la mort d'Anna (1740), Biron, après un bref séjour en Sibérie, passe vingt et un an en exil à Iaroslav. Il retrouvera la Courlande en 1763 et mourra à Mitau en 1772. Son fils Pierre sera contraint d'abdiquer en 1795, lors du troisième partage de la Pologne, quand la Courlande passera à la Russie.

La politique de russification menée par les gouvernements tsaristes au XIXème siècle atteint d'abord la Livonie intérieure, considérée comme « russe » puisque rattachée dès 1722 au « gouvernement » de Vitebsk. En Livonie et en Courlande, la contrainte ne devient lourde, comme en Estonie, qu'à la fin du siècle (russification de l'université de Dorpat qui rayonnait aussi sur Riga et la Courlande). Les germanophones, à dire vrai, en pâtissent plus que les Lettons eux-mêmes car la littérature nationale, à ce moment, sort à peine des limbes, bien que les premiers écrits connus en letton datent du XVIème siècle (il s'agissait de textes religieux établis à l'initiative des Jésuites) et que la traduction de la Bible remonte aux années 1680.

### 3.2.3 Du Baltikum à l'Indépendance

Lors de la Première Guerre mondiale, l'occupation des pays lettons par les Allemands s'opère en trois étapes: conquête de la Courlande à l'été de 1915; prise de Riga en septembre 1917; conquête de la Livonie en février 1918. Au traité de Brest-Litovsk (3 mars 1918), les Russes leur abandonnent toute la région. Les Allemands locaux se préoccupent aussitôt de l'avenir: un « conseil national » établi pour la Livonie et l'Estonie (où siègent 34 allemands, 11 Lettons et 13 Estoniens) souhaite le 13 avril 1918 que les trois pays (y compris de la Courlande) soient réunis en un duché de Baltikum sous l'autorité du roi de Prusse (qui est aussi, faut-il le préciser, empereur d'Allemagne). A Berlin, les autorités hésitent et quand la guerre prend fin, elles ne sont pas toujours décidées.

L'armistice du 11 novembre 1918 dispose, dans son article 12, que les troupes allemandes devront se retirer des territoires anciennement russes, sitôt que les Alliés le jugeront opportun; Or, en Lettonie, la situation devient très vite extrêmement difficile: les troupes bolcheviques prennent Riga le 3 janvier 1919, puis Jelgava (ex-Mitau), avec le soutien d'une partie (paysanne et ouvrière) de la population lettonne, décidée à éliminer la noblesse et la bourgeoisie allemandes. La lutte qui s'engage alors se déroule en quatre phases.

Le gouvernement provisoire, constitué le 18 novembre et réfugié à Liepaja (ex-Libau) sous la protection de la flotte britannique, conclut un accord avec les autorités allemandes. Celles-ci acceptent à la fois de retarder le rapatriement des troupes encore stationnées en Courlande et de favoriser le recrutement en Allemagne de volontaires afin de résister aux troupes bolcheviques. Le général von der Goltz vient prendre le commandement des troupes



## LETTONIE

allemandes, y compris les unités territoriales (Landeswehr) recrutées localement par les « barons baltes ». Les autorités britanniques acceptent l'arrangement, par application souple de l'article 12 de l'armistice Jelgava est reprise en mars 1919.

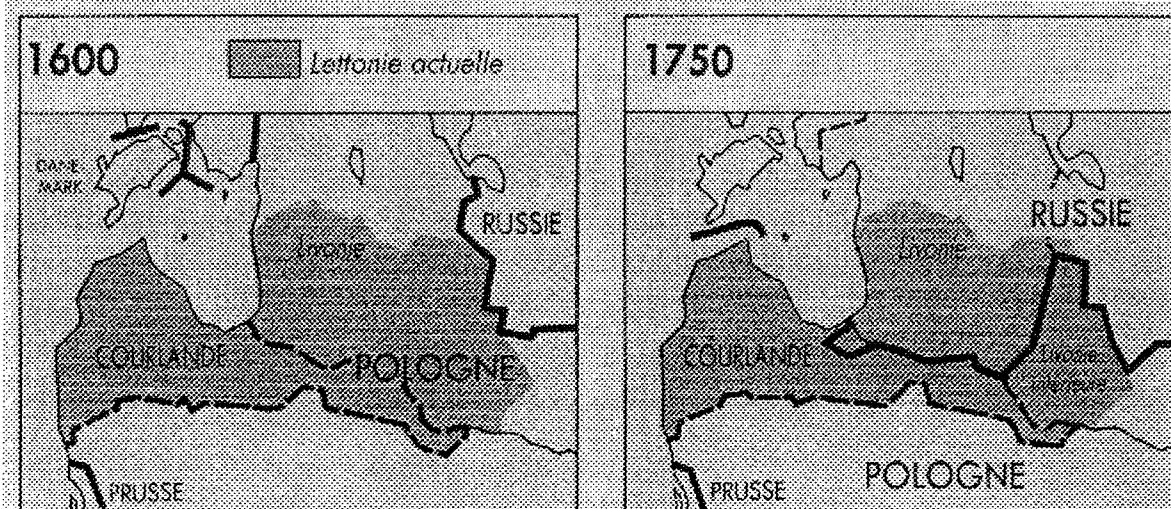
Mais très vite le sens de l'intervention allemande dévie de son objet initial: le maintien de l'hégémonie germanique dans le Baltikum prend le pas sur toute autre considération. En avril, la Landeswehr fomenta un coup d'Etat contre le gouvernement letton et lui substitua d'autres dirigeants. Les Allemands prennent Riga en mai et von der Goltz se lance à la conquête de la Livonie, en direction de Petrograd... puis bute, au bout de 80 kilomètres, sur des troupes estoniennes et lettonnes.

Les Alliés, mécontents, demandent en juillet à Berlin le rappel de von der Goltz. Sous l'autorité d'un gouvernement letton remis sur pied, une véritable armée lettonne, équipée par les Alliés, peut alors prendre le contrôle d'une grande partie du pays. Les troupes de von der Goltz, cependant, plutôt que de quitter le terrain, s'engagent dans l'armée russe « blanche » du colonel Avalov qui, à son tour, tente de s'emparer de Riga en octobre. L'appui de la flotte franco-anglaise permet de les repousser. En novembre, les Lettons prennent Jelgava, et ce qui reste des troupes allemandes rejoint la Prusse à travers la Lituanie.

Au terme d'une année d'épreuves -marquée par des atrocités dans tous les camps- la Lettonie accède enfin à l'indépendance. Elle s'est émancipée simultanément des Russes... et des Allemands: le lien avec l'héritage des Porte-Glaive n'a donc été rompu qu'en 1919. Le soutien constant des Estoniens prend à cet égard toute sa signification. En 1922, une grande réforme agraire mettra fin aux derniers privilèges des « barons baltes ».

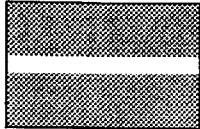
Au traité de Riga (11 août 1920), la Russie reconnaît l'indépendance de la Lettonie, qui y gagne en outre quelques territoires. La reconnaissance par les autres principaux Etats intervient l'année suivante.

Après 1920 la multiplicité des partis -des agrariens aux socialistes- engendre de nombreuses crises ministérielles. En mai 1934, le président du Conseil Ulmanis dissout les partis et établit un gouvernement autoritaire et personnel.

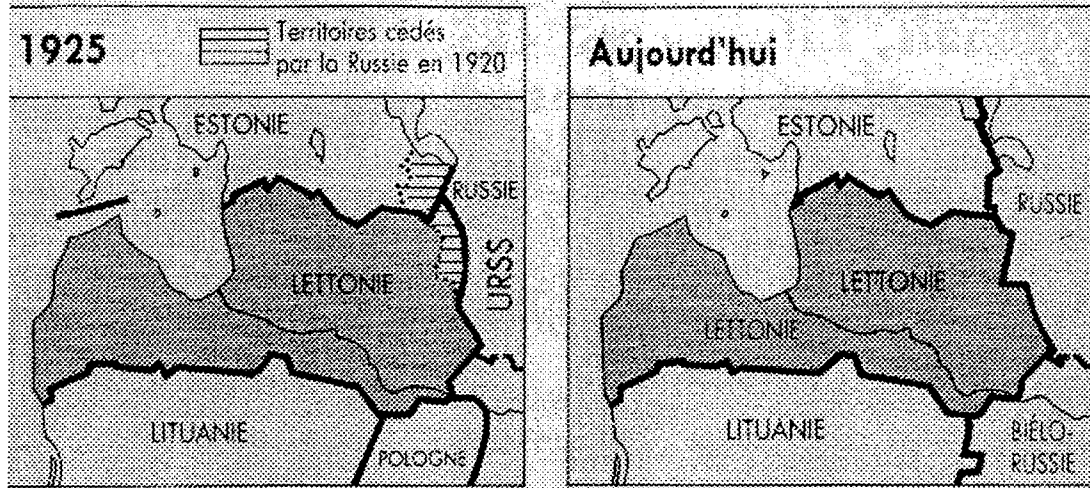


*1600. Les Polonais ont annexé la Livonie tandis que les ex-chevaliers Porte-Glaive se perpétuent dans le grand-duché de Courlande, quasi-indépendant.*

*1750. L'essentiel de la Livonie est passé aux Russes. Les Polonais ont conservé la Livonie intérieure.*



LETONNIE



1925. La Lettonie indépendante incorpore la moitié (peuplée de Lettons) de la Livonie, la Livonie intérieure et la Courlande. Les Russes consentent à l'est un déplacement de frontière. AUJOURD'HUI, la frontière orientale a repris, dès 1940, son tracé traditionnel.

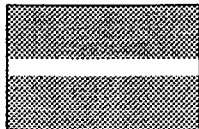
### 3.2.4 La Lettonie soviétique

Comme l'Estonie, la Lettonie se retrouve au lendemain du Pacte germano-soviétique dans la sphère d'intérêt de l'URSS et le scénario qui s'y déroule, de juin à août 1940, est rigoureusement le même. En juin 1940-1941, 50000 Allemands de souche sont transférés en Allemagne. Après juin 1941, la Lettonie fait partie du Reichskommissariat d'Ostland dont la capitale est Riga. Les Soviétiques reprennent Riga en 1944 mais les dernières troupes allemandes n'évacuent la Courlande (par la mer) que le 8 mai 1945, avec les restes des divisions SS Lettland et Latvia, constituées en 1944 en même temps que la division estonienne Estland. Selon les nationalistes lettons, le nombre des victimes d'exécutions et de déportation s'élève à 36500 en 1940-1941, 135000 (dont 70% de juifs) en 1941-1944, 10000 en 1944-1945, 125000 de 1946 à 1953.

Dans les années trente, la Lettonie abritait 12,5 % de Russes, la plupart implantés depuis longtemps en ex-Livonie intérieure. L'importance économique de Riga, débouché majeur sur la Baltique, n'a fait, depuis la guerre, qu'accentuer la « colonisation »: de 27% en 1959, les Russes sont passés à 34% trente ans plus tard. Si l'on y ajoute les Biélorusses et les Ukrainiens, on aboutit à un total de 42%. Cela explique sans doute les tensions qui, en 1959-1961, conduisirent Nikita Kroutchev à procéder à une vaste purge du parti communiste letton, accusé de poursuivre une politique de « latvianisation ». Ses dirigeants furent remplacés par des Russes et par des Soviétiques d'origine lettonne revenus dans le pays après 1945. Les Lettons eux-mêmes sont ensuite demeurés minoritaires au sein du PCI.

### 3.2.5 L'indépendance

A partir de 1989, non sans une certaine prudence, la Lettonie emboîte le pas de ses deux voisins. En mars 1991, un référendum approuve le principe d'indépendance. Proclamée le 21 août, elle devient effective le 6 septembre. A la question de la citoyenneté, les Lettons



## LETTONIE

apportent en 1991-1992 la même réponse que les Estoniens: seuls les citoyens d'avant 1940 et leurs descendants y accèdent automatiquement. Cela exclut la plupart des Russes de Riga (plus de 400000), mais non ceux de Lettonie orientale, installés aux XVIIIème et XIXème siècle. Les relations se tendent avec la Russie qui, comme en Estonie, retarde le retrait de ses troupes.

En 1993, la Constitution de 1922 est rétablie. Guntis Ulmanis est élu Président de la République. Il succède à Anatolijs Gorbunovs, qui avait assuré le passage du régime soviétique à l'indépendance.

### 3.3 L'ECONOMIE

À l'été de 1995, la Lettonie avait entamé son intégration à l'Ouest. Les réformes politiques et économiques entreprises depuis son indépendance lui ont ainsi permis de rejoindre les pays d'Europe centrale et orientale qui souhaitent comme elle adhérer à l'Union européenne. En quatre ans, la Lettonie a réussi à remettre sur pied ses institutions et à retrouver une vie politique indépendante, mais pas encore stable.

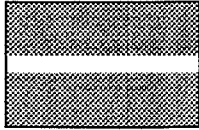
La Lettonie est le pays balte le plus exposé à l'influence russe. Quartier général de l'armée soviétique sur la Baltique du fait de la situation stratégique du port de Riga, la Lettonie comptait encore 12 000 militaires russes sur son territoire lorsqu'elle a signé avec la Russie le 30 avril 1994 un accord prévoyant la fin du retrait des troupes russes pour le 31 août 1994. La Russie, qui brandit le concept stratégique d'«étranger proche», use de la dépendance de la Lettonie en matière énergétique et applique des droits de douanes prohibitifs à l'importation des produits lettons.

Les mesures visant à l'instauration de l'économie de marché se sont succédées. Du fait des bouleversements qui ont affecté les réseaux d'approvisionnement en matières premières de l'ex-U.R.S.S., la Lettonie a très vite ouvert son marché aux autres pays riverains de la mer Baltique et, plus généralement, aux Occidentaux. Mais pour ses approvisionnements en énergie elle dépendait encore en grande partie de la Russie, qui restait son premier partenaire commercial. En 1994, les importations provenaient surtout de cette dernière, d'Allemagne, de Finlande, de Lituanie et d'Estonie. La Lettonie exportait essentiellement vers la Russie, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, la Suède, l'Ukraine et la Lituanie. La France n'était que son neuvième fournisseur — de produits agricoles principalement — et son quatorzième client.

La Lettonie est une ouverture sur le marché russe pour les Occidentaux. Mais la balance commerciale négative a accompagné une chute constante de la production. La croissance a été négative jusqu'en 1994 et le taux de chômage réel se montait à 6 % de la population active. L'endettement de l'État s'élevait en 1994 à 8 % du P.I.B. À l'été de 1995, une crise du système bancaire devait aboutir à la faillite de plus d'une dizaine de banques privées, trop nombreuses pour un si petit marché. La Lettonie a su réduire son inflation, passant de 956 % en 1992 à 26,3 % en 1994. L'évolution vers l'indépendance économique est passée aussi par sa réforme monétaire et par l'introduction le 30 juin 1993 de sa monnaie nationale le lats, indexé à partir de février 1994 sur les droits de tirage spéciaux et convertible sur le marché intérieur.

#### **3.3.1 La vie économique**

En 1991, le problème de la viabilité économique se pose après l'accession à l'indépendance d'un pays qui dépendait étroitement de ses échanges avec l'U.R.S.S. Les



## LETTONIE

dirigeants se trouvent confrontés à la nécessaire réorientation de l'économie nationale. Le 12 octobre, un marché unique est créé par les 3 républiques Baltes. La libération des prix, le 10 décembre, entraîne des tensions inflationnistes.

Après la création, à titre intérimaire, d'un rouble letton, le programme du gouvernement porte sur la réduction du déficit budgétaire.

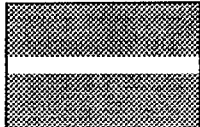
Le F.M.I. octroie un crédit stand-by destiné à soutenir le programme de réformes économiques.

Le 28 juin 1993, le lats remplace le rouble letton. La réforme monétaire est inspirée par le désir des dirigeants de renouer avec les traditions commerciales de la Ligue hanséatique (association commercante de la mer du Nord et de la Baltique), qui permettraient à la Lettonie de servir de trait d'union entre l'Europe occidentale et la Russie. Cela suppose une monnaie forte. Le commerce extérieur se réoriente progressivement en direction de l'Allemagne, de l'Estonie, de la Hongrie et de la Suède, mais la Russie demeure au premier rang, intervenant pour le quart des échanges. La rigueur des finances publiques permet une baisse du taux d'inflation, mais au prix d'une montée du chômage (10 % de la population active).

En 1994, la Lettonie poursuit ses efforts sur la voie des réformes structurelles en instaurant la convertibilité de la monnaie nationale, en libéralisant les mouvements de capitaux et en accélérant la procédure des privatisations. En 1995, le pays connaît un ralentissement de la croissance – alors même que la majorité de la population n'en a pas encore senti les effets – et un creusement du déficit budgétaire dû notamment à une grave crise bancaire. La monnaie reste stable et la diminution de l'inflation se poursuit.

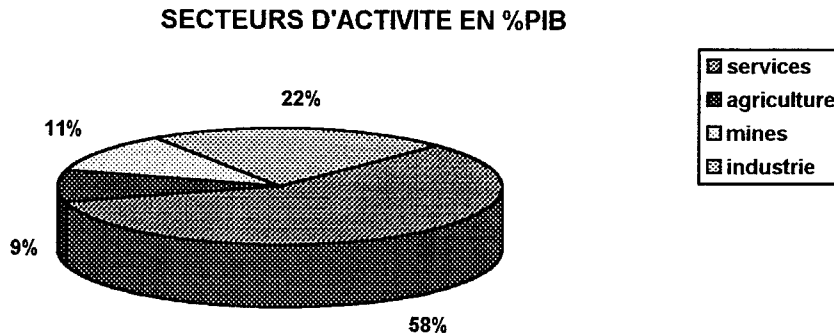
En 1996, le gouvernement poursuit sa politique de réformes. Le déficit budgétaire est réduit à 80 millions de dollars. L'inflation est maîtrisée, le programme de privatisations continue, mais la croissance reste faible.

L'année 1997 aura été marquée en Lettonie par le double refus subi par le pays dans ses tentatives d'adhésion à l'OTAN et à l'Union européenne. Sur le plan économique, malgré la crise russe, la situation du pays est stable. En 1998, Le budget a été excédentaire pour la deuxième année consécutive, l'inflation a baissé (5%) et la croissance devrait atteindre entre 3% et 5%. Le déficit de la balance commerciale a toutefois continué à se creuser et le taux de chômage, s'il a été officiellement limité à quelque 7% en 1997, est en réalité sensiblement plus élevé. Dans le cadre du processus de privatisation, de grandes entreprises doivent être encore vendues: la compagnie du terminal pétrolier de Ventspils, l'une des principales voies de transit du brut russe ; Latvian Gas ; le groupe énergétique Latvenergo ; une compagnie maritime, etc.



LETTONIE

### 3.3.2 Les secteurs économiques



### 3.3.3 L'agriculture

L'agriculture lettone est très diversifiée. Les principales cultures de Lettonie sont la pomme de terre, l'orge et le blé, la betterave à sucre. L'exploitation forestière assure une industrie du bois diversifiée. Cela représente un quart des exportations. La pêche est un secteur important avec des prises de l'ordre de 60 kilos par homme (hareng, morue). La Lettonie dispose d'un cheptel développé: 500000 bovins et 500000 porcins. L'élevage représente la première production agricole du pays.

### 3.3.4 Industries et services

La Lettonie n'a aucune ressource minière mais elle dispose d'un potentiel hydroélectrique important, qui assure 75% de sa production totale d'électricité. L'industrie a beaucoup souffert de la dislocation de l'URSS. Elle ne redémarre que depuis 1996. Les principaux secteurs de l'industrie sont la sidérurgie, électronique, chimie et le bois.

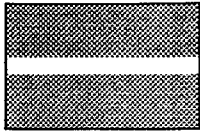
### 3.3.5 Le commerce

Les principaux pays fournisseurs de la Lettonie sont l'Union Européenne (principalement Allemagne, Suède) (64,5%), la fédération de Russie (16,8%) et la Finlande (29,1%). La Lettonie importe des minéraux, des véhicules, des machines et des produits alimentaires.

Les exportations Lettoniennes se font à destination de l'Union Européenne (51%), de la fédération de Russie (24,9 %) et des Pays Baltes (14 %). La Lettonie exporte du bois, des textiles et dérivés, des métaux et dérivés, des produits alimentaires, du bétail.

## 3.4 POLITIQUE

La Lettonie est une jeune république démocratique et indépendante au sein de laquelle le peuple exerce le pouvoir souverain. La Lettonie est un Etat parlementaire qui s'appuie sur la loi constitutionnelle 21 août 1991 et qui reprend les fondements de la constitution de 1922. Un



## LETONIE

très grand nombre de partis, un président élu par le parlement avec qui il partage le pouvoir de manière équilibrée et un Praesidium assez puissant sont les caractéristiques essentielles de cette république. La très forte minorité russe qui représente 42% de la population et qui occupe majoritairement les villes (72% à Riga, 85% à Daugavpils, 2<sup>ème</sup> ville du pays) a incité la Lettonie à une plus grande prudence dans sa démarche vers l'indépendance.

L'intégration dans les organisations internationales et le problème de la citoyenneté ont constitué les plus grandes préoccupations de ce pays depuis son indépendance. L'admission au conseil de l'Europe, le retrait des troupes russes, la loi sur la citoyenneté sont les points marquants de ce jeune pays. Outre la demande d'intégration à l'OTAN et le problème de la citoyenneté et malgré le retrait des troupes russes le 31 août 1994, Riga et Moscou continuent de s'opposer sur les droits de douanes appliqués par les Russes et le tracé de la frontière commune.

### 3.4.1 Le Président de la République.

Il est le chef de l'Etat. Il est élu par le parlement (Saeima) au scrutin secret et à la majorité des voix. Le mandat présidentiel est d'une durée de trois ans et ne peut être renouvelé qu'une seule fois. Il ne peut jouir d'une double nationalité.

Il est le représentant officiel de la Lettonie sur la scène internationale et le chef des forces armées. Dans le cas d'une agression du territoire letton, il a le droit de prendre des mesures extraordinaires pour assumer la défense armée du pays mais doit convoquer immédiatement le parlement qui décide de la déclaration de guerre.

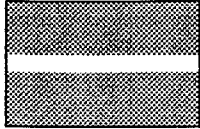
Dans le domaine législatif, le Président peut initier des lois et il promulgue les lois du parlement. Il a la possibilité de demander une révision de cette loi ou peut refuser la promulgation pendant deux mois. Il est obligé de suspendre la promulgation d'une loi si au moins un tiers des parlementaires font une requête dans ce sens. Dans un tel cas de figure la loi peut être annulé par un référendum.

Le président peut proposer la dissolution du parlement par un référendum public. Si plus de la moitié des votants refuse la dissolution du parlement, le Président est considéré comme ayant démissionné et le parlement élit un nouveau président pour une durée du mandat restant. Dans le cas contraire, le parlement est dissout et de nouvelles élections sont proclamées.

A la demande d'au moins de la moitié de ses membres, la Saeima peut décider de démettre le Président, cette décision n'est adoptée que si les deux tiers des membres se prononcent en sa faveur.

Le Président du Parlement est le remplaçant désigné du Président de la République, en cas de démission, de vacances ou lorsqu'il est en séjour hors du territoire national ou qu'il ne peut pour diverses raisons remplir ses tâches.

M. Guntis Ulmanis est Président de la République. Petit neveu du docteur Karlis Ulmanis dernier président avant guerre, il connaît la déportation en Sibérie en 1941 avant de revenir en Lettonie en 1946. Il mène des études d'économie et effectue deux années de service militaire dans l'armée soviétique. En 1965, il adhère au Parti communiste et en démissionne en 1989. Il dirige la banque centrale en 1992 et est élu parlementaire en 1993 en tant que membre de l'Union des fermiers. Il est élu président en 1993 puis réélu en juin 96 par 57 voix contre 43.



LETTONIE

### 3.4.2 Le Premier ministre et le gouvernement

Le chef du gouvernement détient formellement le titre de Président du Cabinet des ministres. Il est nommé par le Président. Le parlement doit exprimer sa confiance envers lui et le cabinet qu'il aura formé. Le Parlement peut voter une motion de censure contre lui ou l'un de ses ministres. Dans le premier cas l'ensemble du gouvernement doit démissionner, dans le second seul le ministre objet du vote doit quitter ses fonctions. Le Premier ministre nomme un ou deux premiers ministres adjoints qui ont la charge de le remplacer en son absence.

Le gouvernement s'appuie sur trois comités spécifiques: affaires étrangères et sécurité, économie et finances et réforme publique et problème sociaux.

Monsieur Gunter Krats est le 6<sup>ème</sup> premier ministre de la jeune république ; il occupe ce poste depuis le 7 août 1997.

### 3.4.3 Le Parlement

La Saeima est constitué de 100 représentants élus pour 4 ans par un scrutin direct, à vote secret sur une base proportionnelle. Les partis doivent obtenir au moins 5% du vote national pour siéger. Les parlementaires sont des citoyens lettons élus par des citoyens lettons. Elle siège à Riga et représente le principal organe législatif du pays.

La Saeima est chargé d'élire son praesidium composé d'un président, de deux députés et de secrétaires. Elle ne peut siéger s'il y a moins de 50% de ses membres. L'ensemble des décisions sont prises à la majorité des membres présents.

Le parlement possède 18 commissions permanentes dont celles sur les droits de l'homme et l'application de la loi sur la citoyenneté.

### 3.4.4 Les partis politiques.

La vie politique est marquée par un très grand nombre de parti, ce qui est facteur d'instabilité et de faiblesse politiques.

Aux dernières élections législatives de 1995, les principaux partis politiques suivants ont été représenté au Saeima :

**Mouvement populaire pour la Lettonie** : parti national populaire ultra nationaliste fondé par Joachim Siegerist (15,6% des voies)

**Union pour la patrie et la liberté** : Droite nationaliste - 11,6%

**Mouvement pour l'indépendance nationale - Parti national conservateur de Lettonie** : droite nationaliste associée au petit parti vert - 6,17%

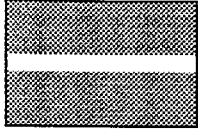
**Alliance de l'Union des fermiers**. (fermiers lettons, chrétiens démocrates, régionalistes du Parti démocratique de Latgale). Coalition patriotique et protectionniste. 6,1%

**Union « Voie lettone »** parti libérale droite rassemblant la plupart des cadres de la nomenklatura 14,65%

**Parti démocratique « Maître chez soi »**. formation centre gauche au discours populiste 15,3%

**Parti de l'unité Lettone** Gauche protectionniste rassemblant des industriels et des directeurs. Son directeur, Albert Klaus était conseiller économique du président Gorbatchev. 7,2%.

**Parti de l'entente populaire Harmonie** formation de gauche implantée dans la minorité russophone 5,61%



LETTONIE

**Parti socialiste letton** successeur du parti communiste soviétique (interdit) affiche un programme radical socialiste

12,5% des voix n'ont pas de représentant au parlement, leur parti n'ayant pas obtenu 5 % des votes.

### **3.5 LES RELATIONS EXTERIEURES**

Traité en 2.5

### **3.6 LES FORCES DE DEFENSE**

Traité en 2.6